RÉPUBLIQUE DU TCHAD

UNITÉ – TRAVAIL – PROGRÈS

COUR SUPRÊME

CHAMBRE DES COMPTES

جمهورية تشاد

وحدة - عمل – تقدم

محكمة العليا

ديوان المحاسبة

RAPPORT DEFINITIF SUR L'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES EXERCICE 2018

JUIN 2023

BP 5495 Ndjamena-Tchad – Tél +235 22525178 - Fax: +235 22525178
E-mail : cs.tchad@intnet.td

SOMMAIRE

LISTE DES ABREVIATIONS II

LISTE DES TABLEAUX V

DELIBERE VII

INTRODUCTION 1

SYNTHESES DES OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS 3

CHAPITRE I : CONTEXTE D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES POUR 2018 13

I-1. CONTEXTEECONOMIQU-E MONDIAL 13
I-2. CONTEXTE DE L'ECONOMIE DE L'AFRIQUE 13
I-3. CONTEXTE DE L'ECONOMIE DE LA CEMAC 14
I-4. CONTEXTE GENERAL DU TCHAD 16
I-4. 1. Contexte politique et institutionnel *16*
I-4. 2. Situation économique *17*

CHAPITRE II: RESULTATS GLOBAUX DE L'EXECUTION BUDGETAIRE 20

2.1 LES RECETTES 20
2.2. LESDEPENSE 20

CHAPITRE III : LES RECETTES 21

3.1. PREVISIONS 21
3-1.1. Recettes ordinaires *22*
3.1. 2. Recettes en capital *25*
3.2 EXECUTION 25
3.2.1. Exécution des recettes ordinaires *26*
3.2.2 Exécution des recettesen capital *34*
3.3. SITUATION DES RESTES A RECOUVRER 35

CHAPITRE IV : LES DEPENSES 37

4.1. PREVISIONS DE DEPENSES 37
4.2. ORDONNANCEMENTS 38

CHAPITRE V : COMPTES RELATIFS AUX OPERATIONS DE TRESORERIE 47

5.1. COMPTES DES DEPOSANTS 47
5.1.1. Comptes des déposants autres que les collectivités territoriales *47*
5.1.2. Comptes des communes *50*
5.2. DIVERS DEPOTS ET CONSIGNATIONS 52

CHAPITRES VI : LA GESTION DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES 58

6.1 SUR LES ACTES REGLEMENTAIRES DE MODIFICATION DES CREDITS 58
6.2 SUR LES DEPASSEMENTS DE CREDITS ET LES CREDITS NON CONSOMMES 59
6.3 SUR L'AJUSTEMENT DES CREDITS 60

DECLARATION GENERALE DE CONFORMITE GESTION 2018 62

LISTE DES ABREVIATIONS

A.M.R : Avis de Mise en Recouvrement

A.N.A.T : Agence Nationale Aéronautique Tchadienne

AEN : Avoirs Extérieurs Nets

ANIE : Agence Nationale d'Importation et d'Exportation

Art. : Article

ARSAT : Autorité de Régulation du Secteur Pétrolier Aval du Tchad

ARCEP : Agence de Régulation des Communications Electroniques du Tchad

BCC : Banque Commerciale du Chari

BEAC : Banque des Etats de l'Afrique Centrale

BGR : Budget Général Révisé

BNF : Bureau National de Fret

CA : Compte Administratif

CAF : Cout-Assurance-Fret

CBT : Commercial Bank du Tchad

CCP : Centre des Chèques Postaux

CEMAC : Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale

CESC : Conseil Economique, Social et Culturel

CG : Compte de Gestion

CF : Consommation Finale

CNOU : Centre National des Œuvres Universitaires

CS : Cour Suprême

FCFA : Franc de la Communauté Financière Africaine

FEC : Facilité Elargie de Crédit

CAER : Caisse Autonome d'Entretien Routier

CESRAP : Cellule Technique Chargée du Suivi de la mise en Œuvre de la Réforme de l'Administration Publique

CST : Compagnie Sucrière du Tchad

CCSRP : Collège de Contrôle et Surveillance des Ressources Pétrolières

CNAR : Centre National d'Appui à la Recherche

CNPS : Caisse Nationale de Prévoyance Sociale

CNRT : Caisse National de Retraite du Tchad

CPM : Comité de Politique Monétaire

COBAC : Commission Bancaire de l'Afrique Centrale

DGE : Direction des Grandes Entreprises

DGDDI : Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects

DGO : Direction Générale de l'Ordonnancement

EMF : Etablissement de Microfinance

ENAM : Ecole Nationale d'Administration et de Magistrature

ENFJ : Ecole Nationale de Formation Judiciaire

ENSA : Ecole Normale Supérieure d'Abéché

ENT : Ecole Nationale des Télécommunications

ENTP : Ecole Nationale des Travaux Publics

EPA : Etablissement Public Administratif

FER : Fonds d'Entretien Routier

FMI : Fonds Monétaire International

FIR : Fonds d'Intervention Rurale

FNE : Fonds Nationale pour l'Elevage

FNDS : Fonds National de Développement de l'Sport

FONAJ : Fonds National d'Appui à la Jeunesse

FONAP : Fonds National d'Appui à la formation Professionnelle

FSE : Fonds Spécial de l'Environnement

HCC : Haut Conseil de la Communication

IDH : Indice du Développement Humain

INSEED : Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques

IGL : Impôt Général Libératoire

IPC : Indice des Prix à la Consommation

IPPTE : Initiative en Faveur des Pays Pauvres Très Endettés

ISBL : Institutions Sans But Lucratif

LFI : Loi des Finances Initiale

1LFR : Loi de Finances Rectificative

LOLF : Loi Organique relative aux Lois des Finances

MFB : Ministère des Finances et du Budget

OFT : Observatoire Foncier du Tchad

ONAPE : Office National de la Promotion de l'Emploi

ONASPORT : Office National du Sport

ONECS : Office National des Examens et Concours du Supérieur

PIB : Produits Intérieur Brut

PM : Pour Mémoire

PR : Présidence de la République

RCGP : Règlement Général sur la Comptabilité Publique

RP : Recette Perception

SGG : Secrétariat Général du Gouvernement

SODELAC : Société de Développement du Lac

TCM : Taux Créditeur Minimum

TD : Trésorerie Départementale

TIAO : Taux d'Intérêt des Appels d'Offre

TIPP : Taxes Intérieures sur les Produits Pétroliers

TR : Trésorerie Régionale

TVA : Taxe sur la Valeur Ajoutée

TPG : Trésorier Payeur Général

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau n°1 : Prévisions des recettes

Tableau n°2 : Comparaison des prévisions des recettes de la LFR 2017 et la LFI 2018

Tableau n °3 : Prévisions des recettes ordinaires

Tableau n °4 : Evolution des prévisions des recettes fiscales de 2016 à2018

Tableau n °5 : Évolution des prévisions des recettes fiscales de 2017 à 2018

Tableau n °6 : Évolution des prévisions des recettes non fiscales de 2017 à 2018

Tableau n °7: Evolution des recettes en capital de 2017 à 2018

Tableau n °8 : Recouvrements des recettes

Tableau n °9 : Situation de recouvrement des recettes ordinaires en 2018

Tableau n °10 : Évolution des réalisations des recettes fiscales de 2016 à 2018

Tableau n °11 : Évolution des recouvrements des impôts sur le revenu et bénéfices nets de 2016 à 2018

Tableau n °12 : Evolution de recouvrements des taxes sur les Salaires de 2017 à 2018

Tableau n °13 : Evolution des Impots sur la propriété de 2017 à 2018

Tableau n °14 : Situation des taxes sur biens et services en 2017 et 2018

Tableau n °15 : Evolution des recouvrements des impots sur le commerce international de 2017 à 2018

Tableau n °16 : Evolution des recouvrements des autres recettes fiscales de 2017 à 2018

Tableau n °17 : Evolution des recouvrements des recettes non fiscales de 2017 à 2018

Tableau n °18 : Evolution des recouvrements des revenus de la propriété de 2017 à 2018

Tableau n °19 : Evolution des recouvrements desdroits et frais administratifs et ventes nonindustrielles de 2017 à 2018

Tableau n °20 : Situation des recouvrements des autres recettes non fiscalesen 2017 et 2018

Tableau n °21 : Situation des recettes en capital en 2017 et 2018

Tableau n °22 : Situation des Prise en Charge des émissions, des recouvrements et des restes à recouvrer (en millions FCFA)

Tableau n ° 23 : Prévision de dépenses de l'exercice 2018

Le tableau n °24 : Evolution des prévisions des dépenses publiques sur la période 2016-2018

Tableau n °25 : Dépenses ordonnancées par section

Tableau n ° 26 : Situation des ordonnancements par titre

Tableau n °27 : Situation des prévisions des subventions 2018

Tableau n ° 28 : Situation des ordonnancements des subventions

Tableau n ° 29 : Situation des comptes des déposants

Tableau n ° 30 : Situation des comptes des communes de N'Djamena et des provinces

Tableau n ° 31 : Situation des comptes des divers dépôts et consignations

Tableau n ° 32 : Situation des comptes bancaires (en FCFA)

Tableau n ° 33 : Situation des comptes en numéraires (en FCFA)

DELIBERE

RÉPUBLIQUE DU TCHAD

COUR SUPRÊME

CHAMBRE DES COMPTES

SECTION DE CONTRÔLE DES
AFFAIRES FINANCIERES ET BUDGETAIRES

UNITÉ – TRAVAIL – PROGRÈS

DELIBERE

Le Rapport sur l'exécution de Loi de finances 2018 est élaboré par la Chambre des Comptes conformément aux dispositions de la Loi organique n° 004/PR/2014 du 18 février 2014 relative aux Lois de finances et les articles 48, 55 et 58 de l'Ordonnance N° 015/PR/2018, du 31 Mai 2018 portant Attributions, Organisation, Fonctionnement et Règles de Procédure devant la Cour Suprême. Cette compétence est également reconnue et recommandée par les directives de la CEMAC n° 01 ET 06.

Conformément aux dispositions susvisées et délibérant le 10 Mai 2023 en chambre de conseil en application des dispositions de l'article 53 de l'Ordonnance n° 015/PR/2018, la Chambre des Comptes a adopté le présent rapport sur l'exécution de Loi de Finances 2018 et donner son avis sur la Déclaration Générale de Conformité entre les Comptes Administratifs du Ministère de Finances, du Budget et des Comptabilités Publiques (MFBCP) et les Comptes de gestion du Trésorier Payeur Général (TPG).

Ont siégé :

Avec voix délibérative :

- Madame **ZARA BRAHIM MAHAMAT ITNO**, Présidente de la Chambre des Comptes, Présidente de séance
- M. **OUSMAN MAMADOU AFFONO**, Président de la Section de Jugement des Comptes
- M. **AMADOU OUMAROU**, Président de la Section de Discipline Budgétaire et Financière
- M. **NDINTAMNAN PANINGAR**, Conseiller Rapporteur

BP 5495 N'Djamena – Tchad, Tél +235 22 52 51 78, Fax : +235 22 52 51 78, E-mail : cs.tchad@intnet.td

M. **HAMIT ATIM**, Conseiller

M. **NNGARKETE DJIDINGAR**, Conseiller

M. **ALI MAHAMAT ABDOUL**, Conseiller

- M. **HASSAN HAMIT DABOU**, Conseiller

- M. **MOHAMED EL-NOUR MAKI**, Conseiller

- M. **TATA MAHAMAT ZENE**, Conseiller

- **M. MAHAMAT AHMAT DOGO**, Conseiller

- M. **LAMENE OUYA**, Conseiller

- M. KABADI KARERI EGNE, Conseiller

Avec voix consultative :

- Madame **KEMDOLAR MBAIRO**, Conseillère référendaire

- Madame **KOULARAMBAYE NELDENGAR Clémentine**, Conseillère référendaire

- Madame **AMMA ABDERAHIM NDIAYE**, Conseillère référendaire

A représenté le Parquet Général :

M. **RATOU ANDO**, 3ème Avocat Général.

En présence de :

Maitre **MERSIA HLOKODI Justin**, greffier.

Fait à la Chambre des Comptes à N'Djamena, le 26 juin 2023

INTRODUCTION

La Charte de Transition de la République du Tchad dispose, en son article 89, que le pouvoir judiciaire, pendant la période de transition, est assuré par la Cour Suprême et les tribunaux existants.

L'Ordonnance n°015/PR/2018 du 31 mai 2018 portant attributions, fonctionnement et règles de procédure devant la Cour Suprême dispose, en son article 55, que la Chambre des Comptes est la juridiction en matière de contrôle des finances publiques.

La Loi Organique relative aux Lois des Finances (LOLF) n°004/PR/2014 du 14 février 2014 dispose, en son article 57,point 9, qu'un rapport de la Cour des Comptes[1]sur l'exécution de la Loi de finances accompagné d'une certification de la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes de l'Etat doit être joint au projet de loi de règlement.

En application des dispositions précitées, le Ministre des Finances et du Budget, par courrier n°178/PCMT/PMT/MFB/DGO/2022 du 22 mars 2022, a transmis à la Présidente de la Chambre des Comptes, le compte administratif de l'Ordonnateur principal du budget de l'Etat et le compte de gestion du Trésorier Payeur Général pour l'année 2018 appuyés des documents annexes relatifs aux recettes et aux dépenses exécutées en 2018. Ces documents sont transmis à la chambre en même temps que le projet de Loi de Règlement et sa note de présentation.

Par ordonnances N° 010/CS/CC/2022 du 25/05/2022 et N° 011/CS/CC/2022 du 27/06/2022, la Présidente de la Chambre des Comptes a mis en place une équipe de conseillers et de conseillers référendaires chargée de procéder aux vérifications des documents produits et à l'élaboration d'un projet de rapport provisoire sur l'exécution de la loi de finances de l'exercice 2018. Les membres de cette équipe sont : **NDOUBAHIDI SAMADINGAR FRANCOIS, HASSAN HAMIT DABOU, ALI MAHAMAT ABDOUL, KABADI KARERI EGNE, OUMAR ADOUM SINI, OUSMAN MAMADOU AFFONO, NGARKETE DJIDINGAR, MAHAMAT AHMAT DOGO, LAMENE OUYA, KEMDOLAR MBAIRO, ABDERAMANE ADAM FADOUL, YOUSSOUF BRAHIM MAHAMAT TIDEI, MAHAMAT ASBALLAH HAGRI.**

[1] Chambre des Comptes

Le Conseiller **NDINTAMNAN PANINGAR** a été désigné rapporteur.

Les greffiers **MERSIA HLOKODI Justin** et **MAHAHAT AMIR NGARE** assurent le secrétariat. Monsieur **BIAKBA GABRIEL** est chargé de l'assistance matérielle et logistique.

La supervision des travaux est assurée conjointement par **Madame ZARA BRAHIM MAHAMAT ITNO**, présidente de la Chambre des Comptes et **Madame NEPIDE DOSSOUM POPEE,** présidente de la Section de Contrôle, des Affaires Financières et Budgétaires.

Le présent rapport définitif est produit sur la base des documents financiers relatifs à l'exécution de la Loi de Finances 2018 et après la procédure contradictoire recommandée par l'Ordonnance n°015.

Le présent rapport comprend les chapitres suivants :

Chapitre I– Le contexte d'exécution de la loi de finances pour 2018

Chapitre II –Les résultats globaux de l'exécution de la loi de finances

Chapitre III –Les recettes

Chapitre IV – Les dépenses

Chapitre V – Les interventions et transferts de l'Etat

Chapitre VI – Les comptes relatifs aux opérations de trésorerie

Chapitre VII– La gestion des Autorisations Budgétaires

SYNTHESES DES OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS

Observations d'ordre général

1. **Sur les documents produits par le Ministère des Finances et du Budget concernant l'exécution du budget de l'Etat en 2017, 2018, 2019 et 2020 :**

Le contrôle de l'exécution des lois de finances figure parmi les missions de la Chambre des Comptes telles que prévues par l'Ordonnance n°015/PR/2018 du 31 mai 2018 portant attributions, fonctionnement et règles de procédure devant la Cour Suprême.

L'exercice de cette mission requiert la transmission à la Chambre des Comptes des documents retraçant la mise en œuvre des lois de finances et tenus par le Ministre des Finances et du Budget, ordonnateur du budget de l'Etat, et le Trésorier Payeur Général, comptable principal de l'Etat.

Le principal document dont la production incombe au Ministre des Finances et du Budget est son compte administratif. Il doit être accompagné de tous documents de développement des informations qu'il contient.

Le Trésorier Payeur Général doit également produire à la Chambre son compte de gestion pour l'exercice sous contrôle. Les deux documents principaux de ce compte de gestion sont celui relatif aux comptes consolidés et la balance générale des comptes à la clôture de la gestion. Ils doivent être accompagnés de toutes pièces justificatives.

Le compte administratif tenu par l'ordonnateur est le document principal de reddition dans une procédure de contrôle de l'exécution du budget de l'Etat par la Chambre des Comptes (Rapport sur l'Exécution des Lois de Finances) en vue de son règlement par l'Assemblée Nationale (Loi de Règlement).

Par contre, le compte de gestion du Trésorier Payeur Général est l'objet soumis à la vérification dans la procédure de jugement des comptes. Toutefois, dans le contrôle de l'exécution des lois de finances, il permet de procéder à des rapprochements avec le compte administratif puisque l'ordonnateur et le comptable sont les deux acteurs principaux de la chaine d'exécution des opérations budgétaires.

A cet égard, au vu des documents qui lui sont transmis pour les exercices 2017 à 2020, la Chambre constate que les résultats d'exécution des budgets de l'Etat pour toutes ces

années sont présentés dans l'optique du comptable qui recouvre et paie en lieu et place de l'ordonnateur qui rend exécutoire une recette ou une dépense budgétaire.

La Chambre rappelle que la loi de règlement dont l'adoption est la finalité du contrôle de l'exécution des lois de finances est une loi qui constate les ordonnancements et non les paiements.

En conséquence, elle signale que les rapports de la Chambre des Comptes et les projets de lois de règlement pour les années 2017 à 2020 sont affectés par ce dysfonctionnement imputable aux documents produits pour le contrôle. Ces documents sont comme l'intrant dans le contrôle de l'exécution du budget de l'Etat.

Elle invite le Ministère des Finances et du Budget à des réunions d'harmonisation avant le dépôt à l'Assemblée Nationale d'un projet de loi de finances pour l'année 2023.

2. Sur le retard

La Chambre des Comptes constate que le Ministère des Finances et du Budget dépose les documents relatifs à l'exécution du Budget de l'Etat avec un retard de plusieurs années. Ainsi, les documents de l'exercice 2018 sont déposés le 22 mars 2022 alors que la loi prescrit un dépôt dans les meilleurs délais.

Elle attire l'attention du Ministre des Finances et du Budget sur la nécessité de mesures pour le respect du délai règlementaire du dépôt desdits documents.

<u>Observations n°1</u> :

La Chambre des Comptes constate que :

- **les taux de réalisation concernant la taxe sur salaire (7%) et le revenu sur la propriété (12%) sont très faibles ;**
- **les taux de réalisation de l'Impôt sur les revenus et bénéfices (181%) et des autres recettes non fiscales (624%) sont élevés.**

La Chambre demande au Ministre des Finances et du Budget d'expliquer ces écarts entre les prévisions et les réalisations.

<u>Réponse du MFBCP</u> : Cela est dû à la bonne maitrise et le bon suivi de l'assiette de ces catégories de recettes.

<u>Constat n°1:</u> La réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation.

<u>Réponse du MFBCP</u> :

- ***Pour les taxes sur salaires, ce faible taux s'explique par le fait que l'Etat a pris des mesures draconiennes (16 mesures) qui on impactées sur le salaire d'où la baisse de la taxe sur salaire ;***
- ***Pour le revenu sur la propriété, ce faible taux s'explique par les effets de la conjoncture économique ressentis pendant cette période d'où les contribuables n'ont pas pu s'acquitter de leurs obligations.***
- ***Ces taux élevés de l'impôt sur le revenu et bénéfice (181%) et les autres recettes non fiscales (624%) sont dus à la forte réalisation des recettes pétrolières particulièrement les bonus reçu dans le cadre de ces recettes par rapport à leurs prévisions.***

La Chambre des Comptes prend acte de la réponse du Ministre des Finances et du Budget

<u>Observations n° 02</u> :

La Chambre des Comptes constate que les restes à recouvrer augmentent d'année en année :

- **2016 : 154 936 000 000 FCFA**
- **2017 : 169 178 000 000 FCFA**
- **2018 : 277 552 000 000 FCFA**

Elle demande au Ministre des Finances et du Budget d'expliquer l'augmentation continue du montant des restes à recouvrer et d'indiquer les dispositions prises pour inverser cette tendance.

<u>Réponse du MFBCP</u> : Effectivement, le constat est là, mais la nouvelle réforme en lien avec la digitalisation par l'application E-TAX de la DGI, le suivi des restes à recouvrer sera désormais de mise pour apurement.

<u>Constat n°2:</u> La réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation.

***Réponse n°2 du MFBCP** : Ces augmentations des restes à recouvrer sont dues au fait qu'il y a accumulation de recettes qui sont irrécouvrables due au fait que les contribuables sont introuvables. Toutefois, une commission de recouvrement est mise en place. Celle-ci déterminera les recettes irrécouvrables pour permettre d'engager la procédure de demande d'admission en non-valeur des recettes irrécouvrables.*

Recommandation n°1

La chambre des comptes prend acte des réponses du MFB. Toutefois elle maintient son observation et demande au MFB de prendre les dispositions nécessaires pour intégrer les résultats des travaux de la commission de recouvrement avant l'adoption du projet de loi de règlement.

Observations n° 3:

A l'occasion de l'examen des modifications apportées au budget de l'Etat en cours d'exécution, la Chambre des Comptes a constaté l'existence d'un document produit par le Ministère de Fiance et du Budget sous l'intitulé « Budget révisé ».

La Chambre des Comptes demande au Ministre des Finances et du Budget d'expliquer le fondement, la nature, la source et la portée du « Budget révisé ».

***Réponse du MFBCP** : Au cours de l'exécution du budget de l'Etat, interviennent des modifications des crédits alloués à travers des décrets de transferts/Virements qui sont introduits dans le système. Ainsi, les crédits initiaux, en attendant qu'une loi rectificative soit promulguée et que ces modifications ne soient intégrées, le terme « Budget Révisé » est utilisé pour différencier du budget initial ou rectificatif pour une loi.*

Constat n°3: La réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation.

***Réponse n°2 du MFBCP** : Le terme a été utilisé par la Direction Générale du Budget pour raison de transparence dans l'exécution du budget juste pour intégrer les modifications légales opérées par décrets de virements/transfert sur les lignes budgétaires et que ce terme disparaitra une fois qu'une loi est votée pour prendre en compte ces modifications.*
Nous restons ouverts à toute suggestion d'autres termes appropriés.

Recommandation n°2

La Chambre des Comptes prend acte de la réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics. Elle demande au Ministère de se conformer à la nomenclature budgétaire.

Observations n°4 :

La Chambre des Comptes constate que le décret n° 1720/PR/MFB/2018 portant Virements/Transferts des Crédits mentionne des montants de la Section 88 « Dépenses communes interministérielles » différents de ceux de la LFI conformément au tableau ci-après.

Lignes	LFI	Décret n° 1720/PR/MFB/2018	Ecarts
06-651-01	6 726 323 000	11 691 165 500	4 964 842 500
08-651-01	25 000 000 000	30 000 000 000	5 000 000 000
08-651-01	1 000 000 000	21 000 000 000	20 000 000 000
Total	**32 726 323 000**	**62 691 165 500**	**29 964 842 500**

Elle demande au Ministre des Finances et du Budget d'expliquer ces discordances.

***Réponse du MFBCP** : En novembre 2018, quand on tendait vers la fin des engagements, il a été donné de constater que certaines lignes budgétaires disposent encore suffisamment des disponibilités tandis que d'autres sont épuisées. Le décret n°1720/PR/MFB/2018 a procédé à des virements des crédits (en diminution) sur huit lignes de la section 88 pour un montant total de 14 040 000 000 FCF, dont les lignes :*

06-661-01 : LFI 1 600 000 000 diminuée de 1 000 000 000

06-651-01 : LFI 11 691 165 500 diminuée de 1 100 000 000

11-651-01 : LFI 11 691 165 500 diminuée de 1 100 000 000

19-651-01 : LFI 1000 000 000 diminuée de 500 000 000

Ainsi de suite ….

Les 14 040 000 000 ainsi récupérés ont alimenté la ligne 08-651-1 de la même section 88 de 4 040 000 000 FCFA et la ligne 02-691-01 de la section 19 de 10 000 000 000 FCFA passant de 200 000 000 FCFA de la LFI à 10 200 000 000 FCFA de crédit remaniés.

Constat n°4: La réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation.

Réponse n°2 du MFBCP : Avant le décret N°1720/PR/MFB/2018, il y a eu un autre décret 1516/PR/MFB/2018 du 11/09/2018 qui a déjà modifié la première répartition des crédits de la loi initiale (décret est annexé au compte administratif).

La réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante par conséquent, la Chambre des Comptes maintient son observation.

Observations n°5:
La Chambre des Comptes constate que les ordonnancements du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale sont supérieurs aux crédits ouverts.
Elle demande au Ministre des Finances et du Budget de justifier le dépassement des crédits de transfert alloués à ce ministère.

Réponse du MFBCP : Suivant le tableau du Compte Administratif établi par l'ordonnateur, les crédits alloués au Ministère du Plan étaient de 10 462 565 000 FCFA et le montant ordonnancé était de 7 052 460 506 FCFA soit 67,4%de consommation. Seule la ligne relative aux dépenses de personnel était en dépassement (101,1%).

Constat n°5 : La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. En effet l'observation concerne uniquement le dépassement des subventions. La Chambre de Comptes maintient son observation.

Réponse n°2 du MFBCP : Cela est dû à la défaillance de l'ancien système d'information (CID) qui n'est pas interconnecté avec le ministère de plan pour prendre en charge les contribution des bailleurs encours d'exécution du budget..

La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. En effet l'observation concerne uniquement le dépassement des subventions et non les financements extérieurs. La Chambre de Comptes maintient son observation.

<u>Observations n° 6</u> :

La Chambre des comptes constate que, dans la balance générale produite par le Trésor, la situation des subventions aux EPA est limitée à huit établissements.

Selon le Trésor, les Etablissements Publics Administratifs figurant dans la balance générale sont ceux dotés d'un compte de dépôt au Trésor.

La Chambre rappelle que les EPA sont des organismes publics tenus, à ce titre, de déposer leurs avoirs au Trésor.

Elle demande au Ministre des Finances et du Budget qui assure la tutelle financière des EPA de prendre les dispositions afin que tous les EPA disposent d'un compte de dépôt dans les livres du Trésor.

<u>Réponse du MFBCP</u> :

Le Ministère prend acte de la suggestion de la Chambre des Comptes.

<u>Constat n°6:</u> La réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation.

<u>Observations n°7</u> :

La Chambre des Comptes constate que les déposants 450/56 « Université de Pala » et 450/57 « Centre de Contrôle de Qualité des Denrées Alimentaires (CECOQDA) » figurant dans la balance consolidée ne sont pas repris dans la balance générale du compte de gestion alors qu'ils ont effectué des opérations au cours de l'exercice.

La Chambre des Comptes demande au Ministre des Finances et du Budget de clarifier cette situation.

<u>Réponse du MFBCP</u> : Ces comptes 450/56 et 450/57 existent bel et bien dans la balance générale à la page 16.

<u>Constat n°7 :</u> La Chambre des Comptes prend acte de la réponse donnée par le Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics.

Observations n°8 :

La Chambre des Comptes réitère son observation concernant le solde de la fiscalisation des marchés publics. En effet, comme les années précédentes, le solde de ce compte figure encore en 2018 dans la balance générale alors qu'il doit être soldé en fin d'exercice.

Elle demande au Ministre des Finances et du Budget d'expliquer cette situation.

Réponse du MFBCP : Ce solde positif fait partie des comptes dormants dans les balances antérieures élaborées manuellement et qu'avec la reforme, il sera apuré.

Constat n°8 : La Chambre des Comptes prend acte de la réponse donnée par le Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics.

Observations n°9 :

Cette situation contrevient aux dispositions de l'article 26 de la loi organique n°004/PR/2014 relative aux lois de finances. En effet, ces dispositions proscrivent l'imputation de dépenses au-delà du montant des crédits ouverts, sauf lorsqu'il s'agit de crédits relatifs à la dette publique, comme le prévoit l'article 27 de ladite loi organique.

A cet égard, la gestion de la dette publique ne relève pas des ministères et institutions ci-dessus cités.

La Chambre demande au Ministre des Finances et du Budget de justifier l'exécution des dépenses de l'Assemblée Nationale, de la Cour Suprême, du Ministère de l'Elevage, du Conseil Economique et Social et des Dépenses Communes en dépassement des crédits ouverts pour ces sections.

Au total, le montant des crédits dépassés s'établit à 13 474 237 691 FCFA. Celui des crédits non consommés s'élève à 533 585 447 513 FCFA.

Réponse du MFBCP :

Voir la Cour des Comptes pour clarification.

Constat n°9 : La Chambre de Comptes maintient son observation.

Réponse n°2 du MFBCP :

- ***Pour les dépassements qui concernent la Cour Suprême, l'Assemblée Nationale et le Conseil Economique et Social, ce sont des dépenses liées aux salaires (dépenses incompressibles) ;***
- ***En ce qui concerne l'élevage, ce sont des dépenses liées à l'investissement et contreparties aux projets élevage.***

<u>Recommandation n°3</u>

La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation et demande au Ministre de se conformer aux dispositions précitées de la loi.

<u>Observations n°10</u> :

La Chambre des Comptes constate que l'article 4 du Projet de loi portant règlement définitif du budget de l'Etat pour la gestion 2018 propose une annulation des crédits non consommés pour un montant de 520 381 309 822 FCFA. En revanche, il n'y a aucune proposition d'ouverture de crédits complémentaires.

La Chambre rappelle que la loi de règlement est une loi de constatation et d'ajustement. Cela signifie qu'elle doit annuler les crédits non consommés et ouvrir des crédits pour la couverture des dépassements.

A cet égard, le montant proposé en annulation à l'article 4 est une contraction des dépassements de crédits et des crédits non consommés.

La Chambre demande que les annulations de crédits et les ouvertures de crédits fassent l'objet de dispositions séparées.

<u>Réponse du MFBCP</u>

L'Article 5 du projet prévoit la prise en compte des DAO, comme ouverture des crédits complémentaires.

<u>Constat n°10:</u> La réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation.

Réponse n°2 du MFBCP

Le MFBCP prend acte de la suggestion de la Chambre des Comptes tout en séparant les actes des crédits d'annulation à ceux des ouvertures des crédits.

La Chambre des Comptes prend acte de la réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics mais elle maintient l'observation jusqu'à l'élaboration du projet de loi de règlement.

Observations n° 11 :

Les dépenses effectuées au titre II (fonctionnement civil), pour un total de cinquante-cinq milliards trois cent quatre-vingt-cinq millions (55 385 000 000) FCFA ne sont pas budgétisées et ne sauraient être régularisées par la loi de règlement.

La Chambre des Comptes demande au Ministre des finances et du budget de fournir des explications sur les manquements constatés.

Réponse du MFBCP :

Cette question se rapporte à l'observation 10

Constat n°11: La réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation.

Réponse n°2 du MFBCP :

Ce sont des dépenses liées aux contraintes du gouvernement : dépenses d'urgence.

La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation

CHAPITRE I : CONTEXTE D'EXECUTION DE LA LOI DE FINANCES POUR 2018

I-1. Contexte économique mondial

L'économie mondiale, en 2018, a été marquée par un léger repli de la croissance globale dû à l'affaiblissement de la production industrielle et de la demande mondiale, consécutif aux tensions commerciales entre les États-Unis et certains de leurs partenaires commerciaux, en particulier la Chine. Il a parallèlement été observé d'une part, la poursuite de la normalisation des politiques monétaires accommodantes par le relèvement progressif des conditions d'intervention dans la plupart des pays développés et l'accroissement des tensions commerciales entre ces pays d'autre part. Reflétant cette évolution, le taux de croissance des échanges de biens et services a ralenti à 3,8 % en 2018 contre 5,3 % en2017.

Sur le front des prix, il a été enregistré une résurgence des tensions inflationnistes en lien avec la remontée des cours du pétrole. Le taux d'inflation mondial en moyenne annuelle s'est ainsi établi à 4,0 %, contre 3,2 % l'année précédente. Cependant, dans les pays avancés, le taux d'inflation s'est accru pour atteindre 2,0 %, contre 1,7% en2017, tandis que, dans les pays émergents et en développement, lest passé de 4,3 % en 2017 à 4,9 % en 2018.

Dans ce contexte, les banques centrales des principaux pays avancés et émergents ont entrepris de normaliser leurs politiques monétaires en relevant progressivement leurs conditions d'intervention et en révisant à la baisse, voire en abandonnant, leurs programmes de rachats d'actifs.

I-2. Contexte de l'économie de l'Afrique

En Afrique subsaharienne, l'orientation des politiques monétaires est restée globalement inchangée, sauf en Afrique du Sud et en République Démocratique du Congo.

En effet, dans sa volonté de soutenir la reprise économique, la Banque Centrale du Congo a ramené son taux directeur à 14 % en avril 2018 après 20

% depuis décembre 2017. Pour sa part, la Banque de Réserve Sud-Africaine a baissé son taux directeur de 25 points de base en mars 2018 avant de le relever dans les mêmes conditions en novembre 2018, dans un contexte marqué par le ralentissement de l'activité économique couplé à un niveau d'inflation élevé (8,6% en2018 après11,0%en2017).

I-3. Contexte de l'économie de la CEMAC

La situation économique de la CEMAC s'est timidement relancée, le taux de croissance passant de 0,6 % en 2017 à 1,6 % un an plus tard. Contrairement à l'année 2017 au cours de laquelle il avait baissé de 5,8%, le secteur pétrolier s'est accru de 1,6 %. Dans le même temps, le secteur non pétrolier n'a progressé que de 1,6 %, après +2,3 % en 2017. Les pressions inflationnistes se sont accrues, le taux d'inflation en moyenne annuelle augmentant de 2,2%, contre 0,9 % un an plutôt. La situation budgétaire, cependant, s'est améliorée mais a continué à être déficitaire, avec un solde budgétaire, base engagements, hors dons, de - 0,5 % du PIB, contre - 6,9 % en 2017.

Le solde des transactions courantes, dons officiels inclus, s'est légèrement redressé, avec un déficit représentant 3,4 % du PIB, contre 6,4 % en 2017. Cette évolution s'explique par la remontée des cours du pétrole brut, permettant aux comptes extérieurs de tirer profit de l'amélioration des termes de l'échange. Par contre, la compétitivité-prix s'est dégradée, indiquant une perte de positions concurrentielles sur les marchés internationaux par rapport à l'année précédente.

En cohérence avec cette évolution dans la Sous-région, les grandes tendances des agrégats monétaires se déclinent comme suit :

- Une croissance du crédit intérieur de 8,8 %, en relation avec la progression des créances nettes sur les Etats de la CEMAC de 22,4 % et du secteur privé de 4,0 % ;
- Une progression des avoirs extérieurs nets du système monétaire de 8,0 %, en lien avec la hausse des exportations et les tirages effectués par certains États dans le cadre des programmes économiques et financiers avec le FMI. Les réserves officielles de change se sont établies à 3776,5 milliards à fin 2018, contre 3216,1 milliards un an plutôt ;

- Une augmentation des réserves brutes en mois d'importations de biens et services, passant de 2,3 mois en 2017 à 2,6 mois en 2018, et une amélioration du taux de couverture extérieure de la monnaie de 57,5 % en décembre 2017 à 61,37 % un an plus tard ;
- Un accroissement de la masse monétaire (M2) de 8,3 % après un recul de 0,4 % en 2017, en relation avec la hausse de toutes ses contreparties.

S'agissant de l'activité du système bancaire de la CEMAC, qui comptait 55 banques au 31 décembre 2018, dont 16 au Cameroun, 4 en République Centrafricaine, 11 au Congo, 10 au Gabon, 5 en Guinée Équatoriale et 9 au Tchad, le total agrégé des bilans a enregistré une progression de 1,7%.

Dans le secteur de la microfinance de la Sous-région, qui dénombrait 619 établissements de microfinance (EMF) ayant reçu l'avis conforme de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), les principaux indicateurs d'activité des EMF de la CEMAC sont ressortis comme suit :

- Un totaldebilande1103milliards, avec des crédits bruts de 493 milliards constitués principalement des crédits à court terme et des dépôts de la clientèle de774 milliards, majoritairement composés de dépôts à vue;
- des créances en souffrance évaluées à 90 milliards, soit 18 % de l'ensemble des crédits bruts ;
- un excédent de trésorerie de 416 milliards.

La BEAC a ainsi maintenu l'orientation restrictive de sa politique monétaire, en adéquation avec l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques et afin de poursuivre la reconstitution des réserves de change.

Dans un nouveau cadre opérationnel de la politique monétaire en vigueur depuis le 11 juin 2018, le sens et le volume de l'intervention hebdomadaire de la Banque Centrale sur le marché monétaire résultent des prévisions des Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire (FALB). Par contre, les taux d'intervention de la BEAC ont été modifiés à deux reprises au cours de l'année, pour se situer au 31 décembre 2018 à 3,50 % pour le TIAO, 6,00 % pour le Taux de la Facilité de Prêt Marginal (TFPM), et 8,30 % pour le taux de pénalité appliqué aux établissements de crédit. Par ailleurs, le CPM a maintenu inchangée la grille de rémunération des placements publics.

En ce qui concerne la gestion interne, la BEAC a poursuivi le renforcement de son équilibre financier, le bénéfice net avant affectation s'étant chiffré à 14,4 milliards en 2018, contre 77,1 milliards en2017. En revanche, le total du bilan de la Banque Centrale est ressorti à 7877,2 milliards, contre 7313,9 milliards au 31 décembre 2017.

En ce qui concerne la situation de l'emploi, d'après le Bureau International du Travail (BIT), le taux de chômage mondial a légèrement baissé à 5,5% en 2018, contre 5,6% en 2017, le nombre de chômeurs étant revenu de 190 millions en 2017 à 172 millions en 2018.

Au niveau monétaire, en lien avec le retour de l'inflation, les banques centrales des principaux pays avancés et émergent sont entrepris de normaliser leurs politiques monétaires en relevant progressivement leurs conditions d'intervention et en révisant à la baisse, voire en abandonnant, leurs programmes de rachats d'actifs.

I-4. Contexte général du Tchad

Le Tchad est classé 186^{e} sur 199 pays en termes de développement humain avec un indice de 0,404 selon le rapport du PNUD 2018. De source Banque mondiale, le RNB par habitant est de 854 USD et le PIB par tête est de 730 USD en 2018. La faiblesse de ces différents taux explique le niveau de fragilité sur le plan politique, social et économique du pays affecté depuis 2014 par des facteurs exogènes dus à la baisse des cours du pétrole et à la hausse des dépenses militaires liées à la dégradation de l'environnement sécuritaire régional et international.

Malgré ce contexte, l'économie tchadienne a amorcé une reprise substantielle de la croissance en 2018 tirée par la hausse de la production pétrolière et l'appréciation des prix du baril de pétrole sur le marché international (de -2,7 en 2017 à +3,1% en 2018).

Cette relance positive de l'économie a permis l'amélioration des indicateurs de mise en œuvre et d'effets du PND 2017-2021.

I-4. 1. Contexte politique et institutionnel

Depuis 1990, le Tchad a procédé à la mise en place d'institutions démocratiques, après l'adoption, par voie de référendum en 1996, d'une constitution révisée en 2005, faisant du Tchad un Etat unitaire

décentralisé avec des collectivités locales aux pouvoirs délibérants et avec l'organisation d'élections présidentielles (1996, 2001, 2006, 2011 et 2016) et législatives (1997, 2001 et 2012).

Les partis politiques, les organisations de la société civile et les médias concourent au renforcement de la démocratie.
Sur le plan administratif, le processus de décentralisation et de déconcentration a été déclenché. Le Tchad compte, selon l'Ordonnance n°027/PR/2012 du 12 septembre 2012, 23 régions, 68 départements et 281 sous-préfectures.

En 2018, une réforme majeure est intervenue dans la vie politique du pays. Il s'agit de l'adoption d'une nouvelle constitution en mai 2018 instituant la 4ème République qui instaure un Etat unitaire fortement décentralisé en réduisant de 4 à 2 les niveaux de décentralisation au travers des provinces et des communes, en supprimant la primature, la Haute Cour de Justice, la Médiature, le Collège de contrôle et de surveillance des revenus pétroliers (CCSRP)et en réaménageant quelques institutions.

I-4. 2. Situation économique

En 2018, l'activité économique a enregistré une reprise de son rythme de croissance en raison de la hausse globale de la production pétrolière et agricole couplée avec l'appréciation des cours du baril de pétrole sur le marché international. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel est estimé à 3,2% en 2018 contre -2,6% un an plus tôt, confirmant ainsi la reprise de l'activité économique sous l'impulsion de la mise en œuvre du PND.

Malgré les effets de cette reprise économique, le Tchad reste au plus bas niveau en termes de développement humain et de pauvreté absolue (0,404 en 2018[2]).

Les prévisions macroéconomiques du Tchad pour l'année 2018 ont été faites sur des hypothèses prudentes au regard des données et des informations disponibles et tenant compte des implications de la situation économique internationale sur l'économie nationale.

- **Les hypothèses du cadrage macroéconomique et budgétaire**

Sur le plan international, le prix moyen du Brent a été estimé à 55,83 dollars US le baril en 2017 et, en perspectives, on tablait sur une prévision de 71,68 dollars en 2018.

[2] Source, Human Development Ressources, 2018

En 2018, on a enregistré une accélération de la croissance de 3 % en Afrique subsaharienne contre 2,7% en 2017, sous l'effet de l'évolution favorable des économies du Nigeria et de l'Afrique du Sud qui enregistrent respectivement des taux de croissance de 1,9% et 0,8%.

Selon la CEMAC, sa zone a renoué avec la croissance en 2018. Un taux de croissance du PIB réel de 1,8% après une baisse enregistrée de 0,2% en 2017 porté par une augmentation significative de la production pétrolière notamment au Congo et au Tchad ainsi qu'un redressement de la croissance du secteur non pétrolier.

- **Le secteur réel et Prix**

L'activité économique a enregistré un taux de croissance du PIB réel de 3,2% en 2018 en liaison avec le rétablissement progressif de la sécurité et les retombées des programmes de construction des infrastructures routières, énergétiques et des aménagements agricoles.

Du côté de l'offre, la valeur ajoutée du **secteur primaire est de 7,4 % en** 2018 contre -0,2% en 2017, en relation avec la hausse de la branche « Exploitation Pétrolière et minière » hors pétrole de 14,7%, et de la branche « Agriculture » de 4%. Ces hausses s'expliquent, d'une part, par la mise en œuvre des programmes de développement des filières et l'amélioration de la productivité des petits exploitants agricoles et de l'accroissement de la production pétrolière suivi de celui des cours mondiaux des matières premières.

Dans le **secteur secondaire**, la croissance de la valeur ajoutée augmente à hauteur de 4,7% en 2018 contre -10% un an plus tôt. Cette évolution est liée à la croissance des sous-secteurs « activités pétrolières », « produits alimentaires, boissons et tabacs » et « production et distribution d'électricité, de gaz et d'eau ».
Le **secteur tertiaire** enregistre une valeur ajoutée de -3,4% en 2018, contre -5,6% en 2017, en relation avec le dynamisme de l'ensemble des branches et de l'évolution des secteurs primaire et secondaire.

L'inflation, mesurée par l'indice de prix à la consommation des ménages a accru de 4 % en moyenne annuelle en 2018, malgré la baisse des prix des produits alimentaires suite à la bonne campagne agricole 2018/2019. Cette augmentation du niveau général des prix est imputable à la hausse du prix de l'eau potable (passé de 105 FCFA à 200 FCFA le mètre

cube) intervenue au mois de mai 2018 par la Société Tchadienne des Eaux (STE) et à l'augmentation des prix des services (transport, restauration, hôtellerie et enseignement).

- **La situation monétaire**

La masse monétaire continue à baisser depuis 2014 (-17,1%), en raison de la crise économique et financière. En effet, la masse monétaire passe de 895,8 milliards de FCFA en 2017 à 864,1 milliards de FCFA en 2018, soit une baisse de 3,5%. Cette tendance baissière est observée sur l'évolution de la monnaie fiduciaire (-3,1%) et de la monnaie scripturale (-4,8%).

S'agissant des contreparties de la masse monétaire, les avoirs extérieurs nets présentent un solde déficitaire de 283,6 milliards de FCFA en 2018 contre 299,4 milliards de FCFA en 2017, soit une amélioration de 5,3%. Aussi, les crédits à l'économie augmentent-ils légèrement de 0,9%, représentant 624,6 milliards de FCFA en 2018 contre 619,3 milliards de FCFA en 2017. Quant aux créances nettes sur l'Etat, elles se chiffrent à 595,4 milliards de FCFA en 2018 contre 519,6 milliards de FCFA en 2017, soit une augmentation de 14,6%.

Malgré les mesures prises en matière d'amélioration du recouvrement des recettes et de maîtrise des dépenses de l'Etat, le solde global de l'exercice 2018 reste déficitaire de 0,3% du PIB.

L'encours de la dette publique est évalué au 31 décembre 2018 à 1 721,640 milliards de FCFA contre 1 681,636 milliards de FCFA à la même période de l'année précédente, soit une hausse de 2,4 %. Cette hausse est due à l'augmentation de l'encours de la dette intérieure (+0,5 %) et de l'encours de la dette extérieure (+4,5 %). Aussi, la hausse s'explique-t-elle par une dépréciation du cours des autres devises par rapport à l'euro et par les décaissements opérés durant cette période.

En ce qui concerne le portefeuille de la dette publique, il reste toujours prédominé par la dette intérieure qui représente 52,3% contre 47,7 % pour la dette extérieure. Cela s'explique par le fait que l'Etat a émis en 2011 et 2013 des emprunts obligataires et en 2014 des bons de trésor.

<u>CHAPITRE II :</u> RESULTATS GLOBAUX DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

Elaboré dans un contexte de crise économique et sécuritaire persistante et dans le cadre de la poursuite du programme avec le Fonds Monétaire International (FMI), via la Facilité Elargie de Crédit (FEC), le budget 2018 prévoyait en ressources 846,408 milliards de FCFA et en dépenses 1343,303 milliards de FCFA, soit un déficit global prévisionnel de 496,625 milliards de FCFA.

A l'exécution, le budget 2018 présente les résultats qui suivent.

2.1 Les recettes

La situation d'exécution budgétaire en fin décembre 2018 présente un montant de 955 610 763 021 FCFA ainsi réparti :

- ressources intérieures d'un montant de 817 531 707 714 FCFA ;
- décaissements directs des partenaires extérieurs pour138 079 055 307 FCFA.

2.2. Les dépense

Les dépenses ordonnancées s'élèvent à 822 652 126 178 FCFA, pour une prévision de 1343,033 milliards de FCFA.

CHAPITRE III : LES RECETTES

Cette partie du rapport est consacrée aux prévisions des recettes, aux recouvrements et aux restes à recouvrer.

3.1. Prévisions

La loi de finances initiale (LFI) n°021/PR/2017 du 30 décembre 2017 portant Budget Général de l'Etat pour l'année 2018 a arrêté l'ensemble des recettes budgétaires à la somme de **846 408 315 808 F CFA** repartie dans le tableau ci- dessous.

Tableau n°1 : Prévisions des recettes

NATURE DES PRODUITS	LFI 2018
RECETTES ORDINAIRES	**653 088 999 515**
Recettes fiscales	410 648 999 515
Recettes non fiscales	242 440 000 000
RECETTES EN CAPITAL	**193 319 316 293**
Recettes en capital	2 000 000 000
Aides, Dons et Subventions	87 868 756 293
Emprunts	103 450 560 000
RECETTES TOTALES	**846 408 315 808**

Source : LFI 2018

Les recettes ordinaires sont arrêtées à **653 088 999 515 FCFA** et comprennent :

- les recettes fiscales de 410 648 999 515 FCFA dont recettes pétrolières de 27 768 537 874 FCFA ;
- les recettes non fiscales de 242 440 000 000 FCFA dont recettes pétrolières 202 550 461 641 FCFA.

Les recettes en capital sont arrêtées à **193 319 316 293 FCFA** et comprenant :

- les recettes en capital proprement dites pour 2 000 000 000 FCFA ;
- les Aides, Dons et Subventions pour 87 868 756 293 FCFA ;
- les Emprunts Extérieurs Projets pour 103 450 560 000 FCFA.

Cette Loi de finances n'a connu aucune modification.

Le tableau suivant présente les écarts entre la LFR 2017 et la LFI 2018.

Tableau n°2 : Comparaison des prévisions des recettes de la LFR 2017 et la LFI 2018

Nature des produits	LFR 2017	LFI 2018	Écart absolu	Écart relatif
RECETTES ORDINAIRES	**528 267 720 091**	**653 088 999 515**	**124 821 279 424**	**24%**
Recettes fiscales	401 647 647 431	410 648 999 515	9 001 352 084	2%
Recettes non fiscales	70 220 072 660	242 440 000 000	172 219 927 340	245%
RECETTES EN CAPITAL	**162 506 119 000**	**193 319 316 293**	**30 813 197 293**	**19%**
Recettes en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0%
Aides, Don, et Subventions	81 990 014 000	87 868 756 293	5 878 742 293	7%
Emprunts	78 516 105 000	103 450 560 000	24 934 455 000	32%
RECETTES TOTALES	**690 773 839 091**	**846 408 315 808**	**155 634 476 717**	**23%**

Source : LFR 2017 et LFI 2018

Le tableau ci-dessus indique le niveau d'évolution des prévisions des recettes entre 2017 et 2018. Cette évolution s'est traduite par une augmentation en 2018 de 23% des prévisions des recettes totales, soit 155 634 476 717 FCFA. Dans l'hypothèse de la prétendue erreur matérielle invoquée par les autorités du ministère des Finances réduisant les prévisions des recettes de l'exercice 2017 à 634 374 000 000 FCFA**,** l'augmentation des prévisions des recettes en 2018 serait de 212 034 315 808 FCFA, soit un taux de 34%.

On notera que cette augmentation des prévisions des recettes en 2018 résulte essentiellement de l'augmentation des prévisions des recettes non fiscale et des emprunts qui sont passés respectivement de 70 220 072 660 FCFA et de 78 516 105 000 FCFA en 2017 à 242 440 000 000 FCFA et 103 450 560 000 FCFA en 2018.

Sur la base du PIB nominal à 5 620 milliards de FCFA et des recettes fiscales de 410 648 999 515 FCFA en 2018, le taux de pression fiscale s'établit à 7,9%.

3-1.1. Recettes ordinaires

Les recettes ordinaires, composées des recettes fiscales et non fiscales~~,~~ ont été prévues pour un montant de **653 088 999 515 FCFA,** soit une augmentation de **24**% par rapport à l'année précédente 2017, correspondant **à 124 821 279 424 FCFA.**

Tableau n°3 : Prévisions des recettes ordinaires

RECETTES ORDINAIRES	LFI 2018
Recettes fiscales	410 648 999 515
Recettes non fiscales	242 440 000 000
TOTAL	**653 088 999 515**

Source : LFI 2018

3.1.1.1. Recettes fiscales

Les recettes fiscales ont été prévues par la loi initiale pour un montant de 410 648 999 515 FCFA représentant 83 % des recettes ordinaires.

Les recettes fiscales au titre des revenus pétroliers s'élèvent à 27 768 537 874 FCFA, soit une baisse de 18 805 109 557 FCFA par rapport à celles de l'exercice 2017 révisées à 46 573 647 431 FCFA.

Le tableau ci-dessous présente l'évolution des prévisions des recettes fiscales au cours des trois (3) dernières années.

Tableau n°4 : Evolution des prévisions des recettes fiscales de 2016 à2018

Code	Nomenclature	Prévisions LFR2 2016	Prévisions LFR 2017	Prévisions LFI 2018
R100	Impôts sur les revenus et bénéfices	178 853 000 000	186 688 000 000	143 003 000 000
R200	Taxe sur le Salaire	10 000 000 000	1 000 000 000	20 496 000 000
R300	Impôts sur les propriétés	12 302 000 000	1 240 000 000	10 597 000 000
R400	Taxe sur biens et services	78 994 000 000	80 443 000 000	110 211 000 000
R500	Impôt sur le commerce international	120 000 000 000	129 777 000 000	116 045 000 000
R600	Autres recettes fiscales	1 500 000 000	2 500 000 000	12 326 000 000
TOTAL		**401 649 000 000**	**401 648 000 000**	**412 678 000 000**

Source : LFR2 2016, LFR 2017 LFI 2018

S'agissant précisément de l'année 2018, la LFI a revu en hausse par rapport aux deux exercices précédents, les prévisions des taxes sur salaire et des taxes sur biens et services et des autres recettes fiscales. Les autres rubriques des recettes fiscales (Impôts sur les revenus et bénéfices, Impôt sur le commerce international) sont revues en baisse.

Tableau n°5 : Évolution des prévisions des recettes fiscales de 2017 à 2018

Recettes fiscales	Prévision LFR 2017	Prévisions LFI2018	Écarts	Variation (%)
Impôt sur les revenus et bénéfices	186 688 000 000	143 003 000 000	**-43 685 000 000**	**-23%**
Taxe sur le Salaire	1 000 000 000	20 496 000 000	**19 496 000 000**	**1950%**
Impôt sur les propriétés	1 240 000 000	10 597 000 000	**9 357 000 000**	**755%**
Taxe sur biens et services	80 443 000 000	110 211 000 000	**29 768 000 000**	**37%**
Impôt sur le commerce international	129 777 000 000	116 045 000 000	**- 13 732 000 000**	**-11%**
Autres recettes fiscales	2 500 000 000	12 326 000 000	**9 826 000 000**	**393%**
Total recettes fiscales	**401 648 000 000**	**412 678 000 000**	**11 030 000 000**	**3%**

Source : LFR 2017 et LFI 2018

L'analyse du tableau ci-dessus révèle que l'écart entre les prévisions des recettes fiscales de l'exercice 2017 et celles de 2018 est de 3%. Cependant, il convient de remarquer que les prévisions sont en très forte hausse au niveau de la taxe sur salaire (1950%), de l'impôt sur les propriétés (755%) et des autres recettes fiscales (393%).

3.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales sont constituées des revenus de la propriété, des droits, frais administratifs et ventes non industrielles et des autres recettes non fiscales, à savoir les amendes et confiscation à caractère non fiscal, les rémunérations des dépôts à vue, les primes d'émission, le recouvrement des créances, les recettes en atténuation de dépenses, les produits divers non classés, les intérêts sur revenus pétroliers et de l'assistance intérimaire.

Tableau n°6 : Évolution des prévisions des recettes non fiscales de 2017 à 2018

Recettes non fiscales	LFR 2017	LFI 2018	Ecart	Variation (%)
Revenus sur la propriété	3 090 000 000	17 217 000 000	**14 127 000 000**	**457%**
Droits et frais adm et VNI	45 021 000 000	216 632 000 000	**171 611 000 000**	**381%**
Autres recettes non fiscales	22 109 000 000	6 562 000 000	**- 15 547 000 000**	**-70%**
Total	**70 220 000 000**	**240 411 000 000**	**170 191 000 000**	**242%**

Source : LFR 2017 et LFI 2018

En 2018, les prévisions des recettes non fiscales sont de 240 411 000 000 FCFA et sont supérieures de 170 191 000 000 FCFA par rapport à l'exercice 2017 soit une augmentation de 242%.

3.1. 2. Recettes en capital

Les recettes en capital sont constituées des recettes en capital proprement dites, des autres recettes en capital, à savoir la cession des actions de l'Etat et les produits des exonérations fiscales et douanières, les aides, dons et subventions et les emprunts.

L'évolution de ces recettes est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau n°7: Evolution des recettes en capital de 2017 à 2018

Recettes en capital	LFR 2017	LFI 2018	Ecart	Taux de variation
Autres recettes en capital	2 000 000 000	2 000 000 000	0	0%
Aides, Dons et Subvention en capital	81 990 000 000	87 868 756 293	5 878 756 293	7%
Emprunts	78 516 000 000	103 450 560 000	24 934 560 000	32%
Total	**162 506 000 000**	**193 319 316 293**	**30 813 316 293**	**19%**

Source : LFR 2017 et LFI 2018

En 2018, les prévisions de l'ensemble des recettes en capital sont de 193 319 316 293 FCFA contre 162 506 119 000 F CFA en 2017, soit une progression de 19%.

3.2 Exécution

Les recouvrements globaux de recettes réalisés au titre de l'exercice 2018 s'élèvent à 817 531 707 714 FCFA contre des prévisions de 846 408 316 293 FCFA, soit un taux de réalisation de 97%. Ces recouvrements sont légèrement supérieurs à ceux de l'exercice 2017 qui étaient de 800 344 000 000 FCFA.

Tableau n°8 : Réalisations des recettes

Nature des recettes	LFI 2018	Réalisations 2018	Écart	Taux
Recettes ordinaires				
Recettes fiscales	**412 678 000 000**	**496 748 943 983**	**- 84 070 943 983**	120%
Impôts sur les revenus et bénéfices	143 003 000 000	259 524 896 222	- 116 521 896 222	181%
Taxe sur le Salaire	20 496 000 000	1 513 915 963	18 982 084 037	7%
Impôts sur les propriétés	10 597 000 000	6 852 623 774	3 744 376 226	65%
Taxe sur biens et services	110 211 000 000	95 807 971 010	14 403 028 990	87%

Impôt sur le commerce international	116 045 000 000	122 589 049 629	- 6 544 049 629	106%
Autres recettes fiscales	12 326 000 000	10 460 487 385	1 865 512 615	85%
Recettes non fiscales	**240 411 000 000**	**187 569 715 089**	**52 841 284 911**	78%
Revenus sur la propriété	17 217 000 000	2 052 317 743	15 164 682 257	12%
Droits et frais adm et VNI	216 632 000 000	144 558 375 011	72 073 624 989	67%
Autres recettes non fiscales	6 562 000 000	40 959 022 335	- 34 397 022 335	624%
Total recettes ordinaires	**653 089 000 000**	**684 318 659 072**	**- 31 229 659 072**	105%
Recettes en capital				
Autres recettes en capital	2 000 000 000	**0**	**2 000 000 000**	0%
Aides, Dons et Subvention en capital	87 868 756 293	78 471 456 175	**9 397 300 118**	89%
Emprunts	103 450 560 000	54 741 592 467	**48 708 967 533**	53%
Total recettes en capital	**193 319 316 293**	**133 213 048 642**	**60 106 267 651**	69%
TOTAL GENERAL	**846 408 316 293**	**817 531 707 714**	**28 876 608 579**	97%

Source : LFI 2018 et Compte de gestion 2018

3.2.1. Exécution des recettes ordinaires

Prévues en 2018 pour un montant révisé de **653 089 000 000** FCFA, les recettes ordinaires ont été réalisées à hauteur de **684 318 659 072** FCFA ; soit un surplus de **31 229 659 072** FCFA correspondant à un taux de recouvrement de **105%**.

Ce niveau de réalisation s'explique essentiellement par le recouvrement important des recettes fiscales et ce à l'inverse de la situation constatée dans l'exercice précédent.

Tableau n°9 : Situation de recouvrement des recettes ordinaires en 2018

Nature	LFR 2018	Réalisation	Écart	Taux de réalisation
Recettes fiscales	**412 678 000 000**	**496 748 943 983**	**- 84 070 943 983**	**120%**
Impôt sur les revenus et bénéfices	143 003 000 000	259 524 896 222	- 116 521 896 222	181%
Taxe sur le Salaire	20 496 000 000	1 513 915 963	18 982 084 037	7%
Impôt sur les propriétés	10 597 000 000	6 852 623 774	3 744 376 226	65%
Taxe sur biens et services	110 211 000 000	95 807 971 010	14 403 028 990	87%
impôt sur le commerce international	116 045 000 000	122 589 049 629	- 6 544 049 629	106%
Autres recettes fiscales	12 326 000 000	10 460 487 385	1 865 512 615	85%

Recettes non fiscales	**240 411 000 000**	**187 569 715 089**	**52 841 284 911**	**78%**
Revenus sur la propriété	17 217 000 000	2 052 317 743	15 164 682 257	12%
Droits et frais adm et VNI	216 632 000 000	144 558 375 011	72 073 624 989	67%
Autres recettes non fiscales	6 562 000 000	40 959 022 335	- 34 397 022 335	624%
TOTAL RECETTES ORDINAIRES	**653 089 000 000**	**684 318 659 072**	**- 31 229 659 072**	**105%**

Source : LFI 2018 et compte de gestion 2018

Observation n°1 :

La Chambre constate que :

- **les taux de réalisation concernant la taxe sur salaire (7%) et le revenu sur la propriété (12%) sont très faibles ;**
- **les taux de réalisation de l'Impôt sur les revenus et bénéfices (181%) et des autres recettes non fiscales (624%) sont élevés.**

La Chambre demande au Ministre des Finances et du Budget d'expliquer ces écarts entre les prévisions et les réalisations.

Réponse du MFBCP : Cela est dû à la bonne maitrise et le bon suivi de l'assiette de ces catégories de recettes.

Constat n°1 : La réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation.

Réponse du MFBCP :

- ***Pour les taxes sur salaires, ce faible taux s'explique par le fait que l'Etat a pris des mesures draconiennes (16 mesures) qui on impactées sur le salaire d'où la baisse de la taxe sur salaire ;***
- ***Pour le revenu sur la propriété, ce faible taux s'explique par les effets de la conjoncture économique ressentis pendant cette période d'où les contribuables n'ont pas pu s'acquitter de leurs obligations.***
- ***Ces taux élevés de l'impôt sur le revenu et bénéfice (181%) et les autres recettes non fiscales (624%) sont dus à la forte réalisation des recettes pétrolières particulièrement les bonus reçus dans le cadre de ces recettes par rapport à leurs prévisions.***

La chambre des comptes prend acte de la réponse du Ministre des Finances et du Budget

1.2.1.1.Recettes fiscales

Les recettes fiscales prévues pour **412 678 000 000 FCFA** ont été recouvrées à hauteur de **496 748 943 983 FCFA**, soit un taux de réalisation de **120**%.

Tableau n°10 : Évolution des réalisations des recettes fiscales (en Millions FCFA) de 2016 à 2018

Recettes fiscales	Prévis 2016	Recou 2016	Taux	Prévi 2017	Recou 2017	Taux	Prévi 2018	Recou 2018	Taux
Impôt sur les revenus et bénéfices	178 853	141 555	**79%**	186 688	179 795	**96%**	143 003	259 525	**180%**
Taxe sur le Salaire	10 000	6 703	**67%**	1 000	6 873	**687%**	20 496	1 514	**7%**
Impôt sur les propriétés	12 302	5 194	**42%**	1 240	5 061	**408%**	10 597	6 852	**65%**
Taxe sur biens et services	78 994	69 977	**89%**	80 443	108 022	**134%**	110 211	95 808	**87%**
Impôt sur le commerce international	120 000	75 271	**63%**	129 777	85 983	**66%**	116 045	122 589	**106%**
Autres recettes fiscales	1 500	14 154	**944%**	2 500	7 736	**309%**	12 326	10 461	**85%**
TOTAL	**401 649**	**312 854**	**78%**	**401 648**	**393 470**	**98%**	**412 678**	**496 749**	**120%**

Source : LFR 2016, LFR 2017 et LFI 2018, compte de gestion 2016, 2017 et 2018

Le tableau ci-dessus détaille les recouvrements des recettes fiscales par catégories d'impôts. On notera que sont recouvrés à plus de 100% les impôts sur les revenus et bénéfices nets (180%) et les impôts sur le commerce et transactions internationales (106%). Par contre, les autres catégories d'impôts, à savoir les taxes sur les salaires, les impôts sur la propriété, les taxes sur biens et services et les autres recettes fiscales n'ont pas connu la même performance.

Les impôts sur les revenus et bénéfices nets

Cette catégorie d'impôts comprend les quatre types d'impôts suivants :

- les impôts sur les sociétés (Compagnie, Société et Entreprise) ;
- les impôts sur le revenu des personnes physiques ;
- les autres impôts sur le revenu et bénéfice ;
- les recettes des exercices antérieurs des impôts sur le revenu.

Le taux de recouvrement au titre de l'exercice 2018 de ces impôts varie de 49% à 244%. Le taux global de recouvrement des impôts sur les revenus et bénéfices nets est de 181% contre 96 % en 2017.

Tableau N°11 : Évolution des recouvrements des impôts sur le revenu et bénéfices nets de 2016 à 2018

Impôt sur les revenus et bénéfices	**Exercice 2016**			**Exercice 2017**			**Exercice 2018**		
	Prévision	**Recouvrement**	**Taux réalisation**	**Prévision**	**Recouvrement**	**Taux réalisation**	**Prévision**	**Recouvrement**	**Taux**
Compagnies, sociétés entreprises	96 484	38 816	40%	107 923	95 822	89%	67 705	16 5 100	244%
Impôts sur le revenu des personnes physiques	71 669	88 531	124%	71 669	78 462	109%	63 220	88 449	140%
Autres impôts sur le revenu et bénéfices divers	10 700	5 585	52%	7 096	3 077	43%	12 078	5 976	49%
Recettes exercices antérieurs sur bénéfices	-	8 623		-	2 434		-	-	
TOTAL	**178853**	**141 555**	79%	**186 688**	**179 795**	96%	**143 003**	**259 525**	181%
Source : LFR 2016 et 2017, LFI 2018/ compte de gestion 2016, 2017 et 2018									

Le recouvrement de l'impôt sur le revenu et bénéfices nets des compagnies, sociétés et entreprises est de 259 524 896 222 FCFA contre une prévision de 143 003 000 000 FCFA, soit un taux de réalisation de 181%. Le recouvrement de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est de 88 449 149 898 FCFA contre une prévision de 63 220 000 000 FCFA, soit un taux de recouvrement de 140%. Le recouvrement des autres impôts sur le revenu et bénéfices divers est de 5 975 557 577 FCFA contre une prévision de 12 078 000 000FCFA, soit un taux de réalisation de 49 %.

Les taxes sur les salaires

Les taxes sur les salaires sont essentiellement composées des taxes patronales et d'apprentissage, des Taxes forfaitaires sur salaires et des taxes sur valeurs locatives.

En 2018, seules les taxes patronales et d'apprentissage ont été recouvrées pour un montant de 1513 915 963 FCFA contre une prévision de 20 496 000 000 FCFA, soit un taux de recouvrement de 7%. Ce taux de réalisation est en nette régression, comparé à l'année 2017 où le niveau de réalisation était de 687% sur une prévision de 1 000 000 000 FCFA.

Tableau n°12 : Evolution de recouvrements des taxes sur les Salaires de 2017 à 2018

Taxes sur les Salaires	**Exercice 2017**			**Exercice 2018**		
	Prévision	**Recouvrements**	**Taux de réalisation**	**Prévision**	**Recouvrements**	**Taux de réalisation**
Taxes patronales et d'apprentissage				20 496 000000	1 513 915963	7%
Taxesforfaitaires sur les salaires	1 000 000000	6 873000000	687%			
TOTAL	**1000000000**	**6 873 000000**	**687%**	**20 496 000 000**	**1 513 915963**	**7%**

Source:LFR 2017 et LFI 2018, compte de gestion 2017et 2018

Impôts sur la propriété

Ces impôts sont composés des prélèvements sur patrimoine et des prélèvements en capital. En 2018, le recouvrement du prélèvement sur patrimoine est de 6 840 143 619 FCFA contre une prévision de 10 580 000 000 FCFA, soit un taux de réalisation de 65%. Quant au prélèvement en capital dont les prévisions sont de 17 000 000 FCFA, le recouvrement se chiffre à 12 480 155 FCFA, soit un taux de réalisation de 73%.

Tableau n°13 : Evolution des Impots sur la propriété de 2017 à 2018

Impôts sur la propriété	Exercice 2017			Exercice 2018		
	Prévision	Recouvrements	Taux de réalisation	Prévision	Recouvrements	Taux de réalisation
Prélèvement sur patrimoine	1 226 000000	5 060 000 000	413%	10580 000 000	6 840 143 619	65%
Prélèvement en capital	14 000 000	1 000 000	7,14%	17 000 000	12 480 155	73%
TOTAL	**1 240 000 000**	**5 061 000 000**	**413%**	**10 597 000 000**	**6 852 623 774**	**65%**

Source:LFR 2017 et LFI 2018, compte de gestion 2017et 2018

Les taxes sur biens et services

Les taxes sur biens et services sont composées de trois (03) types de taxes, à savoir les taxes générales sur ventes, les taxes sur consommation des produits et des taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers.

En 2018, le recouvrement de ces taxes est de 95 807 971 000 FCFA contre une prévision de 110 219 000 000 FCFA, soit un taux de recouvrement de 87%. Ce montant recouvré est en deçà de celui de l'année 2017 qui était de 108 022 000 000FCFA assis sur une prévision de 80 443 000 000 FCFA soit un taux de 134%.

Les recouvrements des différentes taxes composant cette catégorie d'impôt sont retracés dans le tableau ci-après.

Tableau n°14 : Situation des taxes sur biens et services en 2017 et 2018

Taxes sur biens et services	Exercice 2017			Exercice 2018		
	Prévisions	Recouvrements	Taux de réalisation	Prévisions	Recouvrements	Taux de réalisation
Taxes générales sur ventes	70 305 000 000	77 003 000 000	110%	56 968 000 000	51 753 338 432	91%
Taxes sur consommations des produits	2 000 000 000	27 665 000 000	1383%	46 838 000 000	34 739 318 251	74%
Taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers	8 138 000 000	1 723 000 000	21%	6 413 000 00	9 315 314 317	145%
Recettes sur exercices antérieures	-	1 631 000 000		-	-	
TOTAL	**80 443 000 000**	**108 022 000 000**	**134%**	**110 219 000 000**	**95 807 971 000**	**87%**

Source:LFR 2017 et LFI 2018, compte de gestion 2017et 2018

Impôts sur le commerce international

Le recouvrement des impôts sur le commerce international s'élève, en 2018, à 122 589 049 629 FCFA contre une prévision de 116 045 000 000 FCFA, soit un taux de réalisation de 106 %. Le montant du recouvrement en 2018 est nettement supérieur à celui de l'exercice 2017 qui était de 85 983 000 000 FCFA sur une prévision de 125 777 000 000 FCFA (66%).

Tableau n°15 : Evolution des recouvrements des impots sur le commerce international de 2017 à 2018

Impôts sur le commerce international	Exercice 2017			Exercice 2018		
	Prévision	Recouvrements	Taux de réalisation	Prévision	Recouvrements	Taux de réalisation
Droits d'importation	124 099 000 000	74 725 000 000	60%	105 475 000 000	112 456 042 920	107%
Autres taxes à l'importation	280 000 000	1 445 000 000	516%	230 000 000	2 027 598 639	882%
Droits d'exportation	5 398 000 000	9 645 000 000	179%	10 340 000 000	8 105 408 070	78%
Recettes sur exercices antérieures	-	168 000 000		-	-	
TOTAL	**129 777 000 000**	**85 983 000 000**	**66%**	**116 045 000 000**	**122 589 049 629**	**106%**

Source:LFR 2017 et LFI 2018, Compte de gestion 2017et 2018

Les droits d'exportation présentent un montant de réalisation en 2018 de 8 105 408 070 FCFA, inférieur à celui de l'exercice 2017 (9 645 000 000 FCFA).

Les autres recettes fiscales

Les autres recettes fiscales comprennent les droits de timbres, les recettes affectées, les recettes fiscales à classer et les recettes sur exercices antérieurs.

Le montant de leur recouvrement en 2018 s'élève à 10 460 487 385 FCFA contre une prévision de 12 326 000 000 FCFA, soit un taux de réalisation de 85%.

Tableau n°16 : Evolution des recouvrements des autres recettes fiscales de 2017 à 2018

Les autres recettes fiscales	**Exercice 2017**			**Exercice 2018**		
	Prévision	**Recouvrements**	**Taux de réalisation**	**Prévision**	**Recouvrements**	**Taux de réalisation**
Droits des timbres	2 500 000 000	615 000 000		2 467 000 000	190 664 437	8%
Recettes affectées	-	7 019 000 000		9 859 000 000	10 249 288 296	104%
Recettes sur exercices antérieurs					20 534 652	
TOTAL	**2 500 000 000**	**7 634 000 000**	**305%**	**12 326 000 000**	**10 460 487 385**	**85%**

Source:LFR 2017 et LFI 2018, compte de gestion 2017et 2018

3.2.1.2. Exécution des recettes non fiscales

Prévues en 2018 pour un montant de 240 411 000 000 FCFA, les recettes non fiscales composées des revenus de la propriété, des droits et frais administratifs et des ventes non industrielles et autres recettes non fiscales, ont été recouvrées à hauteur de 187 569 714 989 FCFA, soit un taux de réalisation de 78% contre une réalisation de 155 916 000 000 FCFA en 2017 pour une prévision de 70 220 000 000 FCFA soit un taux de réalisation de 222%.

Le tableau ci-après présente l'évolution des recouvrements des recettes non fiscales ainsi que le détail des performances enregistrées.

Tableau n°17 : Evolution des recouvrements des recettes non fiscales de 2017 à 2018

Les non recettes fiscales	**Exercice 2017**			**Exercice 2018**		
	Prévision	**Recouvrements**	**Taux de réalisation**	**Prévision**	**Recouvrements**	**Taux de réalisation**
Revenus de la propriété	3 090 000 000	3 241 000 000	105%	17 217 000 000	2 052 317 743	12%
Droits et Frais administratifs et VNI	45 021 000 000	129 481 000 000	288%	216 632 000 000	144 558 375 011	67%
Autres recettes non fiscales	22 109 000 000	23 194 000 000	105%	6 562 000 000	40 959 022 235	624%
TOTAL	**70 220 000 000**	**155 916 000 000**	**222%**	**240 411 000 000**	**187 569 714 989**	**78%**

Source:LFR 2017 et LFI 2018, compte de gestion 2017et 2018

Les revenus de la propriété

Les revenus de la propriété sont composés des revenus des droits de propriété sur les entreprises, des revenus de droit de propriété sur autres agents.

Prévus en 2018 pour un montant de 17 217 000 000 FCFA, les revenus de la propriété ont été recouvrés pour 2 052 805 670 FCFA, soit un taux de réalisation de 12%.

Les prévisions de ces revenus pour l'exercice 2018 sont basées sur un taux de recouvrement élevé (105%) obtenu pendant l'exercice 2017 par rapport aux prévisions dudit exercice.

Le détail des recouvrements est donné au tableau suivant.

Tableau n°18 : Evolution des recouvrements des revenus de la propriété de 2017 à 2018

	Exercice 2017			Exercice 2018		
Revenus de la propriété	**Prévision**	**Recouvrements**	**Taux de réalisation**	**Prévision**	**Recouvrements**	**Taux de réalisation**
Revenus de droits de propriété sur les entreprises	1 900 000 000	2 195 000 000	116%	3 686 000 000	-	0%
Revenus de droits de propriété sur les autres agents	1 190 000 000	1 046 000 000	88%	13 531 000 000	2 052 805 670	15%
	3 090 000 000	**3 241 000 000**	**105%**	**17 217 000 000**	**2 052 805 670**	**12%**

Source:LFR 2017 et LFI 2018, Compte de gestion 2017et 2018

Droits et frais administratifs et ventes non industrielles

Prévus en 2018 pour un montant de 276 632 000 000 FCFA, les droits et frais administratifs et ventes non industrielles ont été recouvrés pour 144 558 375 011 FCFA, soit un taux de réalisation de 52 % contre une réalisation de 288% en 2017.

Le tableau suivant compare la situation de ces recettes en 2017 et 2018.

Tableau n°19 : Evolution des recouvrements desdroits et frais administratifs et ventes nonindustrielles de 2017 à 2018

	Exercice 2017			Exercice 2018		
Droits et Frais administratif et VNI	**Prévision**	**Recouvrements**	**Taux de réalisation**	**Prévision**	**Recouvrements**	**Taux de réalisation**
Droits et Frais administratif du trésor	37 502 000 000	122 143 000 000	325,70%	210 376 000 000	138 088 403 581	66%
ventes non industrielles	7 519 000 000	7 338 000 000	97,59%	66 256 000 000	6 469 971 430	10%
Recettes sur exercices antérieurs						
TOTAL	**45 021 000 000**	**129 481 000 000**	**287,60%**	**276 632 000 000**	**144 558 375 011**	**52%**

Source : LFR 2017 et LFI 2018, compte de gestion 2017et 2018

Autres recettes non fiscales

Prévues pour un montant de 6 562 000 000 FCFA, les autres recettes non fiscales ont été recouvrées pour 40 959 022 335 FCFA, soit un taux de réalisation de 624% contre un taux de réalisation de 232% en 2017.

La situation de ces recettes en 2017 et 2018 est l'objet du tableau ci-après :

Tableau n°20 : Situation des recouvrements des autres recettes non fiscalesen 2017et 2018

	Exercice 2017			Exercice 2018		
Autres recettes non fiscales	**Prévision**	**Recouvrements**	**Taux de réalisation**	**Prévision**	**Recouvrements**	**Taux de réalisation**
Amendes et confiscations	260 000 000	331 000 000	127%	248 000 000	251 805 670	102%
Autres recettes non fiscales	21 849 000 000	22 863 000 000	105%	6 314 000 000	40 707 216 665	645%
Recettes non fiscales à classer						
0TOTAL	**22 109 000 000**	**23 194 000 000**	**232%**	**6 562 000 000**	**40 959 022 335**	**624%**

Source : LFR 2017 et LFI 2018, compte de gestion 2017 et 2018

3.2.2 Exécution des recettes en capital

Les recettes en capital sont composées des recettes en capital proprement dites (fiscalisation des marchés publics), des emprunts et des aides, dons et subventions.

Prévues en 2018 pour un montant **de 193 319 316 293 FCFA,** elles ont été recouvrées à hauteur de **133 213 048 642 FCFA**, soit un taux de réalisation de 69 %.

Ces recouvrements sont nettement inférieurs à ceux des exercices antérieurs 2017 qui s'élevaient à **501 916 000 000 FCFA.**

Tableau n°21 : Situation des recettes en capital en 2017 et 2018

	Exercice 2017			Exercice 2018		
NATURE DES PRODUITS	**LFR**	**Réalisations**	**Taux de réalisation**	**LFR**	**Réalisations**	**Taux de réalisation**
Autres Recettes en Capital	2 000 000 000	-	**0%**	2 000 000 000	-	0%
Cesson des actifs de l'ETAT		-			-	
Produits des exonérations fiscales et douanières		-			-	
AIDES DONS ET SUBVENTIONS	**81 990 000 000**	**136 426 000 000**	166%	**87 868 756 293**	**78 471 456 175**	
Aides, dons et subventions en Capital	81 990 000 000	136 426 000 000	166%	87 868 756 293	78 471 456 175	89%
De l'Etranger provenant des Autorités Nationales						

DE l'Etranger provenant des organismes						
EMPRUNTS	78 516 000 000	114 532 000 000	146%	103 450 560 000	54 741 592 467	53%
Emprunts obligataires à CT		26 238 000 000		103 450 560 000	54 741 592 467	
Emprunts extérieurs FMI à LT (plus de 2 ans)	78 516 000 000	88 294 000 000	112%		27 704 654 429	
Aide budgétaire FMI à LT (plus de 2 ans)					27 036 938 038	
Total Financement Extérieur	**162 506 000 000**	**250 958 000 000**	**154%**	**193 319 316 293**	**133 213 048 642**	**69%**

Source : LFR 2017 et LFI 2018, compte administratif' 2017 et 2018

3.3. Situation des restes à recouvrer

Au 31 décembre 2017 les Restes à recouvrer se chiffraient à **169 178 000 000** FCFA, montant repris au début dans le compte de gestion avec 1 000 000 FCFA en moins, soit **169 178 000 000** FCFA.

A ce montant, vient s'ajouter une somme de **606 740 000 000** FCFA correspondant aux mis en recouvrements de l'exercice 2018, totalisant ainsi les prises en charges au niveau du compte de gestion 2018 à la somme de **775 918 000 000** FCFA.

Sur le total de ces prises en charge en 2018, il a été recouvré **498 366 000 000 FCFA.**

Ainsi, le montant des restes à recouvrer en fin 2018 s'élève à **277 552 000 000 FCFA** comme détaillés dans le tableau ci-dessous.

Tableau n°22 : Situation des prises en charge des émissions, des recouvrements et des restes à recouvrer (en millions FCFA)

COMPTES	NATURES DES IMPOTS	**Prises en charges**			Recouvrements			**Restes à recouvrer**		
		antérieurs	2018	**total**	antérieurs	**2018**	**total**	antérieurs	2018	**total**
390/410	Impôts directs sur rôles	70 206	257 749	327 955	12 984	238 089	251 073	57 222	19 660	76 882
391/411	Autres contributions directes,	66 021	162 560	228 581	2 741	72 499	75 240	63 280	90 061	153 341
392/412	Droits de douanes (dd)	26 369	143 957	170 326	3 934	126 264	130 198	22 435	17 693	40 128
395/415	Taxes sur valeurs ajoutées (tva)	5 945	39 455	2	74	38 760	38 834	5 871	695	6 566
398/418	Impôt général libératoire (igl)	637	3 019	3 656	2	3 019	3 021	635	-	635
TOTAL		**169 178**	**606 740**	**775 918**	**19 735**	**478 631**	**498 366**	**149 443**	**128 109**	**277 552**

Source : Compte de gestion 2018

L'analyse du tableau fait ressortir que la situation des restes à recouvrer s'est empirée passant de **169 178 000 000 FCFA en 2017 à 277 552 000 000 FCFA en fin 2018**.

Observation n°2 :

La Chambre des Comptes constate que les restes à recouvrer augmentent d'année en année :

- **2016 : 154 936 000 000 FCFA**
- **2017 : 169 178 000 000 FCFA**
- **2018 : 277 552 000 000 FCFA**

Elle demande au Ministre des Finances, du Budget et des Compte Publics, d'expliquer l'augmentation continue du montant des restes à recouvrer et d'indiquer les dispositions prises pour inverser cette tendance.

***Réponse du MFBCP** : Effectivement, le constat est là, mais la nouvelle réforme en lien avec la digitalisation par l'application E-TAX de la DGI, le suivi des restes à recouvrer sera désormais de mise pour apurement.*

***Constat n°2** : La réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation.*

***Réponse n°2 du MFBCP** : Ces augmentations des restes à recouvrer sont dues au fait qu'il y a accumulation de recettes qui sont irrécouvrables dû au fait que les contribuables sont introuvables. Toutefois, une commission de recouvrement est mise en place. Celle-ci déterminera les recettes irrécouvrables pour permettre d'engager la procédure de demande d'admission en non-valeur des recettes irrécouvrables.*

Recommandation n°1

La chambre des comptes prend acte des réponses du MFB. Toutefois elle maintient son observation et demande au MFB de prendre les dispositions nécessaires pour intégrer les résultats des travaux de la commission de recouvrement avant l'adoption du projet de loi de règlement.

CHAPITRE IV : LES DEPENSES

4.1. Prévisions de dépenses

La loi de finances N° 021/PR/2017 du 30 Décembre 2017 portant budget général de l'Etat pour l'exercice 2018 a arrêté les dépenses à mille trois cent quarante-trois milliards trente-trois millions quatre cent cinquante-six mille trois cent trente-six **(1 343 033 456 336) FCFA.**

Comparativement à l'exercice budgétaire écoulé qui était plafonné à **966 109 537 018 FCFA,** les prévisions budgétaires de 2018 présentent une hausse de **Trois cent soixante-seize milliards neuf cent vingt-trois millions neuf cent dix-neuf mille trois cent dix-huit FCFA (376 923 919 318),** soit une augmentation de **39 %.**

Tableau n° 23 : Prévision de dépenses de l'exercice 2018

TITRE	NOMENCLATURE	LFI
	DEPENSES COURANTES	**676 422 410 087**
I	Charges de la Dette publique	123 422 410 087
II	Dotation des pouvoirs publics	441 000 000 000
III	Intervention de l'Etat et Transfert courants	112 000 000 000
	DEPENSES EN CAPITAL	**666 611 025 249**
IV	Dotation aux amortissements et la dette publique rétrocédée et non rétrocédée	392 291 713 996
V	Equipements, investissements et Transferts en capital	274 319 311 253
TOTAL		**1 343 033 435 336**

Source : LFI 2018

Evolution des prévisions de dépenses publiques pour les périodes 2016, 2017 et 2018

Les prévisions des dépenses ont connu une hausse constante sur les trois derniers exercices budgétaires passant de **921,315 milliards** en 2016 à **966,108 milliards** en 2017 et à **1 343,033 milliards** en 2018 soit une augmentation significative de 45,77% par apport à l'année 2016.

Tableau n°24 : Evolution des prévisions des dépenses publiques sur la période 2016-2018 (En millions de FCFA)

Nomenclature	LFR 2016 (I)	LFR 2017 (II)	LFI 2018 (III)	Ecart % (I-II)	Ecart en % (I-III)
DEPENSES COURANTES	551 963	594 408	676 422	7,69%	22,55%
I-Services de la dette	39 041	51 948	123 422	33,06%	216,14%
II- Dotation des pouvoirs publics	408 371	433 460	441 000	6,14%	7,99%
III- Subventions et Transferts courants	104 551	109 000	112 000	4,26%	7,12%
DEPENSES EN CAPITAL	369 352	371 700	666 611	0,64%	80,48%
IV- Dotation aux amortissements	161 646	140 289	392 292	-13,21%	142,69%
V- Equipements et investissements	207 706	231 411	274 319	11,41%	32,07%
TOTAL GENERAL	**921 315**	**966 108**	**1 343 033**	**4,86%**	**45,77%**

Source : LFRs 2016, 2017 et LFI 2018

4.2. Ordonnancements

Le total des dépenses ordonnancées au titre de l'exercice 2018 se chiffre à **822 652 126 178 FCFA** sur un total de prévisions de **1 343 033 436 000 FCFA**.

Le tableau ci-dessous présente la répartition des dépenses par ministères et institutions.

Tableau n°25 : Dépenses ordonnancées par section

Sections	Institution	Budget général	Total dépenses ordonnancées	Ecarts absolus	Ecarts relatifs
1	**PRESIDENCE**	20 081 200 000	17 486 367 359	2 594 832 641	87,1%
2	**PRIMATURE**	5 027 384 000	1 643 888 273	3 383 495 727	32,7%
3	**ASSEMBLEE NATIONALE**	14 685 000 000	15 602 119 324	- 917 119 324	106,2%
4	**HCC**	381 737 000	378 779 561	2 957 439	99,2%
5	**COUR SUPREME**	1 226 557 000	1 418 610 761	- 192 053 761	115,7%
6	**CONSEILCONSTITU,**	388 613 000	131 575 640	257 037 360	33,9%
7	**PLAN COOP. INTERN.**	10 462 565 000	7 052 460 506	3 410 104 494	67,4%
8	**COMMUNICATION**	4 286 976 000	2 957 023 855	1 329 952 145	69,0%
9	**A. ETR. INTE. AFRI**	14 747 489 000	14 344 105 027	403 383 973	97,3%
10	**FINANCES & BUDGET**	551 070 271 000	136 763 787 656	414 306 483 344	24,8%
11	**FONCTION PUBLIQUE**	1 852 251 000	1 044 920 912	807 330 088	56,4%
12	**JUSTICE DROITS HOMM**	11 087 725 000	9 940 044 679	1 147 680 321	89,6%
13	**ADM. TERR. SEC. PUB.**	52 342 584 000	46 320 224 394	6 022 359 606	88,5%
14	**DEFENSE NATIONALE**	104 453 332 000	97 823 307 326	6 630 024 674	93,7%
15	**EDUCATION NATIONALE**	119 807 686 000	104 998 637 415	14 809 048 585	87,6%

16	**SANTE PUBLIQUE**	63 572 054 000	53 147 025 476	10 425 028 524	83,6%
17	**FEMME FAM. &Solidarité**	6 944 246 000	5 670 470 846	1 273 775 154	81,7%
18	**PRO. IRRIG. & EQPT.AGRI.**	58 769 290 000	48 187 180 799	10 582 109 201	82,0%
19	**ELEVAGE & PROD. Animales**	25 455 650 000	27 729 598 284	- 2 273 948 284	108,9%
21	**Mines, Géologie et Carrières**	10 981 746 000	4 230 339 389	6 751 406 611	38,5%
22	**INFRASTR&DESENCL.**	74 224 475 000	59 411 343 828	14 813 131 172	80,0%
23	**JEUN.SPORT & LOISIRS**	6 684 540 000	5 845 228 948	839 311 052	87,4%
26	**ENVIRONN. & PECHES**	29 430 924 000	10 899 291 044	18 531 632 956	37,0%
27	**ENSEIGNEMENT. SUP**	20 894 325 000	19 408 706 803	1 485 618 197	92,9%
28	**S. G.G.**	2 383 421 000	1 794 315 872	589 105 128	75,3%
29	**MEDIATURE**	595 020 000	281 845 598	313 174 402	47,4%
30	**HAUTE COUR JUSTICE**	212 101 000	53 025 250	159 075 750	25,0%
31	**AMENAGEM. TERRITOI**	4 592 329 000	3 359 019 143	1 233 309 857	73,1%
33	**PETROLE, ENER. PROMO.**	31 879 731 000	21 768 873 431	10 110 857 569	68,3%
40	**CONS. ECO. & SOCIAL**	339 054 000	364 129 891	- 25 075 891	107,4%
42	**FOMAT. PROFESS & Ptt. METI**	351 501 000	265 061 457	86 439 543	75,4%
47	**COUR DES COMPTES**	1 556 782 000	-	1 556 782 000	0,0%
88	**DEPENSES COMMUNES**	92 264 877 000	102 330 817 431	- 10 065 940 431	110,9%
TOTAL GENERAL		**1 343 033 436 000**	**822 652 126 178**	**520 381 309 822**	**61,3%**

Source : LFI et Compte Administratif 2018

Sur les crédits ouverts de 1 343 033 436 000 FCFA, **les dépenses ont été ordonnancées pour un montant de** 822 652 126 178 FCFA, soit un taux de 61,3 %.

Tableau n° 26 : Situation des ordonnancements par titre

Titre	Nomenclature	LF	Ordonnancements	Ecart prévision/ordonnancement	
				absolu	relatif
	DEPENSES ORDINAIRES	**676 422 410 087**	**535 817 263 602**	**140 605 146 485**	**79.21%**
I	Service de la dette publique	123 422 410 087	31 989 329 016	91 433 081 071	25.92%
II	Dotations des pouvoirs publics	441 000 000 000	399 975 514 715	41 024 485 285	90.70%
III	Subventions et transferts	112 000 000 000	103 852 419 871	8 147 580 129	92.73%
	DEPENSES EN CAPITAL	**666 611 025 249**	**286 834 862 576**	**379 776 162 673**	**43.03%**
IV	Dotations aux amortissements	392 291 713 996	82 374 453 409	309 917 260 587	21.00%
V	Equipements et investissements	274 319 311 253	204 460 409 167	69 858 902 086	74.53%
TOTAL GENERAL		**1 343 033 436 000**	**822 652 126 178**	**520 381 309 158**	**61.3%**

Source : LF, compte administratif 2018

Les dépenses prévues dans le cadre de la Loi de Finances 2018 ont été ordonnancées à hauteur de 822 652 126 178 FCFA soit 61,3% en valeur absolue.

Certains départements ou institutions ont vu leurs engagements dépasser le seuil autorisé par la loi de finances. C'est le cas de l'Assemblée Nationale (106,2%), de la Cour Suprême (115,7%) du Ministère de l'Elevage (108,9%), du Conseil Economique et Social (107,4%), des Dépenses Communes (110,9%).

Observation n°3 :

A l'occasion de l'examen des modifications apportées au budget de l'Etat en cours d'exécution, la Chambre des Comptes a constaté l'existence d'un document produit par le Ministère des Finances et du Budget sous l'intitulé « Budget révisé ».

La Chambre n'a pas connaissance qu'un tel document soit prévu dans la nomenclature légale et réglementaire consacrée par le cadre juridique qui régit le budget de l'Etat.

La Chambre des Comptes demande au Ministre des Finances et du Budget d'expliquer le fondement, la nature, la source et la portée du « Budget révisé ».

Réponse du MFBCP : Au cours de l'exécution du budget de l'Etat, interviennent des modifications des crédits alloués à travers des décrets de transferts/Virements qui sont introduits dans le système. Ainsi, les crédits initiaux, en attendant qu'une loi rectificative soit promulguée et que ces modifications ne soient intégrées, le terme « Budget Révisé » est utilisé pour différencier du budget initial ou rectificatif pour une loi.

Constat n°3 : La réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation.

Réponse n°2 du MFBCP : Le terme a été utilisé par la Direction Générale du Budget pour raison de transparence dans l'exécution du budget juste pour intégrer les modifications légales opérées par décrets de virements/transfert sur les lignes budgétaires et que ce terme disparaitra une fois qu'une loi est votée pour prendre en compte ces modifications.
Nous restons ouverts à toute suggestion d'autres termes appropriés.

Recommandation n°2

La Chambre des Comptes prend acte de la réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics. Elle demande au Ministère de se conformer à la nomenclature budgétaire.

Observation N° 4

La Chambre des Comptes constate que le décret n° 1720/PR/MFB/2018 portant Virements/Transferts des Crédits mentionne des montants de la Section 88 « Dépenses communes interministérielles » différents de ceux de la LFI conformément au tableau ci-après.

Lignes	LFI	Décret n° 1720/PR/MFB/2018	Ecarts
06-651-01	6 726 323 000	11 691 165 500	4 964 842 500
08-651-01	25 000 000 000	30 000 000 000	5 000 000 000
06-691-01	1 000 000 000	21 000 000 000	20 000 000 000
Total	**32 726 323 000**	**62 691 165 500**	**29 964 842 500**

Elle demande au Ministre des Finances et du Budget d'expliquer ces discordances.

***Réponse du MFBCP** : En novembre 2018, quand on tendait vers la fin des engagements, il a été donné de constater que certaines lignes budgétaires disposent encore suffisamment des disponibilités tandis que d'autres sont épuisées. Le décret n°1720/PR/MFB/2018 a procédé à des virements des crédits (en diminution) sur huit lignes de la section 88 pour un montant total de 14 040 000 000 FCF, dont les lignes :*

06-661-01 : LFI 1 600 000 000 diminuée de 1 000 000 000

06-651-01 : LFI 11 691 165 500 diminuée de 1 100 000 000

11-651-01 : LFI 11 691 165 500 diminuée de 1 100 000 000

19-651-01 : LFI 1000 000 000 diminuée de 500 000 000

Ainsi de suite ….

Les 14 040 000 000 ainsi récupérés ont alimenté la ligne 08-651-1 de la même section 88 de 4 040 000 000 FCFA et la ligne 02-691-01 de la section 19 de 10 000 000 000 FCFA passant de 200 000 000 FCFA de la LFI à 10 200 000 000 FCFA de crédit remaniés.

***Constat n°4** : La réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante par conséquent, la Chambre de Comptes maintient son observation.*

***Réponse n°2 du MFBCP** : Avant le décret N°1720/PR/MFB/2018, il y a eu un autre décret 1516/PR/MFB/2018 du 11/09/2018 qui a déjà modifié la première répartition des crédits de la loi initiale (décret est annexé au compte administratif).*

La réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante par conséquent, la Chambre des Comptes maintient son observation.

S'agissant des interventions et transferts de l'Etat, ils sont prévus dans la LFI pour un montant de **112 000 000 000 FCFA.** Ils comprennent les subventions et contributions pour un montant de 97 481 496 000 FCFA et les indemnisations & Autres dépenses pour un montant de 14 518 504 000 FCFA. Ils ont été remaniés par décrets de virements/transferts[3] ramenant leur montant à 103 852 419 871FCFA**,** soit une diminution globale de 8 147 580 129FCFA représentant un taux de 7,85 %. Ils ont été ordonnancés à 100%**.**

Ainsi, parmi les interventions et transferts de l'Etat, le poste le plus important est celui des subventions avec une dotation de 100 543 160 998 CFA.
Les prévisions de subventions sont présentées au tableau ci-après.

Tableau n° 27 : Situation des prévisions des subventions 2018

Sections	Structures étatiques	LFI 2018	BGR	ECART
S1	Présidence	1 048 118 000	1 048 118 000	0
S2	Primature	1 050 000 000	513 000000	(537 000 000)
S3	Assemblée Nationale	1 685 250 000	1 685 250 000	0
S4	Haut Conseil Communication	30 085 000	15 042 500	(15 042 500)
S5	Cour Suprême	0	0	0
S6	Conseil Constitutionnel	0	0	0
S7	Ministère du Plan et Coopération internationale	1 261 158 000	1 162 140 998	(99 017 002)
S8	Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information	515 000 000	365 000 000	(150 000 000)
S9	Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Coopération Internationale	0	0	0
S10	Ministère des Finances et du Budget	6 605 504 000	3 405 504 000	(3 200 000 000)
S11	Ministère de la Fonction Publique du Travail et de l'Emploi	100 000 000	50 000 000	(50 000 000)
S12	Ministère de la Justice, Garde des Sceaux Chargé des Droits Humains	200 850 000	200 850 000	0

[3] Décrets n° 1525/PR/MFB/2018, 1568/PR/MFB/2018, 1617/PR/MFB/2018, 1720/PR/MFB/2018, 1819/PR/MFB/2018

S13	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Gouvernance Locale	2 563 475 000	1 563 475 000	(1 000 000 000)
S14	Ministère Délégué à la Présidence de la République Chargé de la Défense Nationale des Anciens Combattants	447 500 000	447 500 000	0
S15	Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique	1 571 850 000	1 571 850 000	0
S16	Ministère de la Santé Publique	7 560 793 000	7 560 793 000	0
S17	Ministère de la Femme, de la Famille et de la Solidarité Nationale	75 000 000	75 000 000	0
S18	Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles	12 054 850 000	12 054 850 000	0
S19	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	1 766 627 000	1 766 627 000	0
S21	Ministère des Mines, Développement Industriel, Commercial et de la Promotion du Secteur Privé	3 177 500 000	577 500 000	(2 600 000 000)
S22	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement & Aviation Civile	758 500 000	608 500 000	(150 000 000)
S23	Ministère de la Jeunesse, Tourisme, Culture, Sports et Arts	170 250 000	170 250 000	0
S26	Ministère de l'Environnement, Eau et Pêches	744 032 000	744 032 000	0
S27	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	8 356 713 000	8 356 713 000	0
S28	Ministère Secrétariat Général du Gouvernement Chargé des Relations avec l'Assemblée	570 000 000	570 000 000	0
S29	Médiature	60 000 000	60 000 000	0
S30	Haute Cour de Justice	0	0	0
S31	Ministère de l'Aménagement du Territoire, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme	0	0	0
S33	Ministère du Pétrole, de l'Energie Chargé de la Promotion Energétique	3 640 000 000	2 440 000 000	(1 200 000 000)
S40	Conseil Economique, Social et Culturel	0	0	0
S42	Ministère de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Métier	0	0	0
S47	Cour des Comptes	0	0	0
S88	Dépenses Communes Interministérielles	40 896 323 000	53 531 165 500	12 634 842 500
	TOTAL	**96 909 378 000**	**100 543 160 998**	**3 633 782 998**

Source : LFI, BGR 2018

Il résulte du tableau ci-dessus des reconductions ou des diminutions des crédits selon les départements ministériels et institutions de la République.

Ainsi dix (10) départements et institutions sur les trente-deux (32) ont vu leurs crédits réduits. Par contre, quatorze (14) ont vu les leurs reconduits et huit n'ont bénéficié d'aucune subvention.

Le montant global des réductions est estimé à **9 001 059 502** FCFA sur un total de **19 701 222 000** FCFA, soit **45,69%.** Quant aux crédits reconduits pour les 14 autres, leur montant total se chiffre à **24 269 037 850** FCFA.

Pour la Section 88 « dépenses communes interministérielles », ces subventions sont passées de 40 896 323 000 FCFA à 53 531 165 500 FCFA, soit une augmentation de 12 634 842 500 FCFA en valeur absolue et 30,90**%** en valeur relative.

Les subventions ordonnancées au titre de l'exercice 2018 se chiffrent à 94 504 134 755 FCFA sur une dotation de 100 543 160 998 FCFA, soit 93,99%. Ce taux est supérieur à celui de 2017 qui était de 83%.

La situation de ces subventions ordonnancées est illustrée dans le tableau ci-après :

Tableau n°28: Situation des ordonnancements des subventions

Sections	Structures étatiques	BGR	Ordonnancé	Montant non ordonnancé	Taux d'ordonnancement
S1	Présidence	1 048 118 000	924 059 000	124 059 000	88,17%
S2	Primature	513 000 000	513 000 000	0	100%
S3	Assemblée Nationale	1 685 250 000	1 685 250 000	0	100%
S4	Haut Conseil Communication	15 042 500	15 042 500	0	100%
S5	Cour Suprême	0	0	0	NS
S6	Conseil Constitutionnel	0	0	0	NS
S7	Ministère du Plan et Coopération internationale	1 162 140 998	1 202 140 998	(40 000 000)	103,45%
S8	Ministère des Postes et des Nouvelles Technologies de l'Information	365 000 000	203 750 000	161 250 000	55,83%
S9	Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Coopération Internationale	0	0	0	NS
S10	Ministère des Finances et du Budget	3 405 504 000	2 677 139 142	728 364 858	78,62%
S11	Ministère de la Fonction Publique du Travail et de l'Emploi	50 000 000	25 000 000	25 000 000	50%
S12	Ministère de la Justice, Garde des Sceaux Chargé des Droits Humains	200 850 000	200 850 000	0	100%
S13	Ministère de l'Administration du Territoire et de la Gouvernance Locale	1 563 475 000	1 470 608 000	92 867 000	94%
S14	Ministère Délégué à la Présidence de la République Chargé de la Défense Nationale des Anciens Combattants	447 500 000	345 496 500	102 003 500	77,21%
S15	Ministère de l'Education Nationale et de la Promotion Civique	1 571 850 000	1 571 850 000	0	100%
S16	Ministère de la Santé Publique	7 560 793 000	7 560 793 000	0	100%

S17	Ministère de la Femme, de la Famille et de la Solidarité Nationale	75 000 000	0	75 000 000	NS
S18	Ministère de la Production, de l'Irrigation et des Equipements Agricoles	12 054 850 000	11 145 077 500	909 772 500	92,46%
S19	Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	1 766 627 000	1 297 101 880	469 525 120	73,43%
S21	Ministère des Mines, Développement Industriel, Commercial et de la Promotion du Secteur Privé	577 500 000	532 204 775	45 295 225	92,16%
S22	Ministère des Infrastructures et du Désenclavement & Aviation Civile	608 500 000	364 250 000	244 250 000	59,86%
S23	Ministère de la Jeunesse, Tourisme, Culture, Sports et Arts	170 250 000	102 562 500	67 787 500	60,25%
S26	Ministère de l'Environnement, Eau et Pêches	744 032 000	744 032 000	0	100%
S27	Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation	8 356 713 000	8 311 712 999	45 000 001	99,47%
S28	Ministère Secrétariat Général du Gouvernement Chargé des Relations avec l'Assemblée	570 000 000	570 000 000	0	100%
S29	Médiature	60 000 000	30 000 000	30 000 000	50%
S30	Haute Cour de Justice	0	0	0	NS
S31	Ministère de l'Aménagement du Territoire, du Développement de l'Habitat et de l'Urbanisme	0	0	0	NS
S33	Ministère du Pétrole, de l'Energie Chargé de la Promotion Energétique	2 440 000 000	1 820 000 000	620 000 000	74,59%
S40	Conseil Economique, Social et Culturel	0	0	0	100%
S42	Ministère de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Métier	0	0	0	NS
S47	Cour des Comptes	0	0	0	NS
S88	Dépenses Communes Interministérielles	53 531 165 500	51 194 213 961	2 336 951 539	95,64%
	TOTAL	**100 543 160 998**	**94 504 134 755**	**6 039 026 243**	**94%**

Source : CA 2018

Observation n°5 :

La Chambre des Comptes constate que les ordonnancements du Ministère du Plan et de la Coopération Internationale sont supérieurs aux crédits ouverts.

Elle demande au Ministre des Finances et du Budget, de justifier le dépassement des crédits de transfert alloués à ce ministère.

Réponse du MFBCP : Suivant le tableau du Compte Administratif établi par l'ordonnateur, les crédits alloués au Ministère du Plan étaient de 10 462 565 000 FCFA et le montant

ordonnancé était de 7 052 460 506 FCFA soit 67,4%de consommation. Seule la ligne relative aux dépenses de personnel était en dépassement (101,1%).

Constat n°5 : La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. En effet l'observation concerne uniquement le dépassement des subventions. La Chambre de Comptes maintient son observation.

Réponse n°2 du MFBCP : Cela est dû à la défaillance de l'ancien système d'information (CID) qui n'est pas interconnecté avec le ministère de plan pour prendre en charge les contribution des bailleurs encours d'exécution du budget..

La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. En effet l'observation concerne uniquement le dépassement des subventions et non les financements extérieurs. La Chambre de Comptes maintient son observation.

Observation n° 6 :

La Chambre des comptes constate que, dans la balance générale produite par le Trésor, la situation des subventions aux EPA est limitée à huit établissements.

Selon le Trésor, les Etablissements Publics Administratifs figurant dans la balance générale sont ceux dotés d'un compte de dépôt au Trésor.

La Chambre rappelle que les EPA sont des organismes publics tenus, à ce titre, de déposer leurs avoirs au Trésor.

Elle demande au Ministre des Finances et du Budget qui assure la tutelle financière des EPA de prendre les dispositions afin que tous les EPA disposent d'un compte de dépôt dans les livres du Trésor.

Réponse du MFBCP :
Le Ministère prend acte de la suggestion de la Chambre des Comptes.
Constat n°6 : La réponse du Ministère des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation.

CHAPITRE V : COMPTES RELATIFS AUX OPERATIONS DE TRESORERIE

Les comptes relatifs aux opérations de trésorerie comprennent :

- les comptes des déposants ;
- les divers dépôts et consignations ;
- les comptes de trésorerie.

5.1. Comptes des déposants

5.1.1. Comptes des déposants autres que les collectivités territoriales

La Chambre des comptes a examiné les comptes des déposants autres que les collectivités territoriales et ceux des communes.

Les comptes des déposants autres que les collectivités territoriales sont crédités des dépôts des fonds effectués au trésor et débités des retraits effectués au cours de l'exercice.

Le tableau ci-dessous présente la situation des comptes des déposants au 31 décembre 2018.

Tableau n°29: Situation des comptes des déposants

N° Comptes	Intitulés	Débits	Crédits	Soldes		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteurs	Créditeurs		
450/0	Fiscalisation des marchés publics	**3 499 262 955**	**0**	**3 499 262 955**		**14 628 812 595**	**11 129 549 640**
450/1	Fonds spéciaux	**7 053 500 076**	**8 026 470 932**		**972 970 856**	**4 881 585 942**	**5 854 556 798**
450/10	ONAPE	**0**	**0**	**0**		**130 475 685**	**130 475 685**
450/100	Ecole Normale Supérieure d'Abéché (ENSA)	**125 041 895**	**87 850 000**	**37 191 895**		**134 286 877**	**97094982**
450/11	Université des Sciences et de la Technologie d'Ati (USTA)	**136 147 536**	**50 000 000**	**86 147 536**		**59 941 418**	**(26 206 118)**
450/12	Contrôle et Inspection des Services Vétérinaires	**16 960 000**	**0**	**16 960 000**		**0**	**(16 960 000)**
450/13	Cour des Comptes	**0**	**0**	**0**		**1 199 044 605**	**1 199 044 605**
450/14	Fiscalité pétrolière	**0**	**0**	**0**		**97 500 000**	**97 500 000**

450/15	Agence pour la promotion des initiatives communautaires en	**106 603 267**	**665 745 000**		**559 141 733**	**5 916 276 721**	**6 475 418 454**
450/16	Université virtuelle du Tchad	**70 310 694**	**124 991 741**		**54 681 047**	**54 377 078**	**109 058 125**
450/17	Institut de Moundou	**183 684 660**	**171 554 100**	**12 130 560**		**105 822 072**	**93 691 512**
450/18	Institut de Mongo	**140 533 810**	**100 000 000**	**40 533 810**		**(167 522 720)**	**(208 056 530)**
450/19	Ecole Sup des Sciences Ex. et App de Bongor (ESSEAB)	**127 209 324**	**133 028 372**		**5 819 048**	**259 301 929**	**265 120 977**
450/2	INSEED	**322 125 890**	**826 559 111**		**504 433 221**	**991 779 563**	**1 496 212 784**
450/20	Haute Cour de Justice (HCJ)	**39 249 200**	**53 025 250**		**13 776 050**	**52 568 326**	**66 344 376**
450/21	Musée National Tchadien (MNT)	**0**	**0**	**0**		**122 473 777**	**122 473 777**
450/22	Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement Technique de Sarh	**102 620 123**	**66 336 000**	**36 284 123**		**214 153 623**	**177 869 500**
450/23	Inst Univ des Sciences Agro et des Techno agroalimentaires	**75 500 048**	**60 000 000**	**15 500 048**		**2 121 267**	**(13 378 781)**
450/24	Comité National d'Appui à la Recherche (CNAR)	**178 810 559**	**90 000 000**	**88 810 559**		**298 607 424**	**209 796 865**
450/25	Université Nationale Adam Barka d'Abéché (UNABA)	**281 064 591**	**265 000 000**	**16 064 591**		**53 413 810**	**37 349 219**
450/26	Centre National de Curricula (CNC)	**230 695 001**	**450 000 000**		**219 304 999**	**217 230 275**	**436 535 274**
450/27	Université Roi Fayçal	**148 961 692**	**136 094 780**	**12 866 912**		**27 495 803**	**14 628 891**
450/28	Office National de Radiodiffusion et Télévision du Tchad	**783 101 766**	**782 079 511**	**1 022 255**		**6 445 033 682**	**6 444 011 427**
450/29	FONAP	**11 872 792**	**61 697 792**		**49 825 000**	**4 495 220 533**	**4 545 045 533**
450/3	Haut Conseil de la Communication (HCC)	**23 384 400**	**50 042 500**		**26 658 100**	**32 365 900**	**59 024 000**
450/30	ONASPORT	**0**	**0**	**0**		**(46 382 171)**	**(46 382 171)**
450/31	Bureau Tchadien des Droits d'Auteur (BTDRA)	**0**	**0**	**0**		**38 074 639**	**38 074 639**
450/32	INJS	**22 220 560**	**19 305 680**	**2 914 880**		**38 915 767**	**36 000 887**
450/34	FNDS	**1 945 132 257**	**130 761 650**	**1 814 370 607**		**1 567 844 301**	**(246 526 306)**
450/35	FONAJ	**0**	**0**		**0**	**817 337 496**	**817 337 496**
450/36	CAER	**0**	**0**		**0**	**0**	**0**
450/37	FNE	**0**	**0**	**0**		**1 164 252 343**	**1 164 252 343**
450/38	Assemblée Nationale	**12 337 579 346**	**15 165 000 000**		**2 827 420 654**	**935 693 303**	**3 763 113 957**
450/39	Institut d'Abéché	**399 463 546**	**189 307 500**	**210 156 046**		**63 632 573**	**(146 523 473)**
450/4	Université de N'Djaména	**648 235 450**	**780 000 000**		**131 764 550**	**(75 382 042)**	**56 382 508**
450/40	Institut Agro de Sarh (IUSAES)	**163 182 009**	**130 000 000**	**33 182 009**		**56 109 490**	**22 927 481**
450/41	Conseil Constitutionnel (CC)	**1 800 000**	**14 925 000**		**13 125 000**	**461 514 064**	**474 639 064**

450/42	Cour Suprême (CS)	**40 672 600**	**0**	**40 672 600**		**85 040 154**	**44 367 554**
450/9	SODELAC	**0**	**0**	**0**		**1 027 648 247**	**1 027 648 247**
450/43	Cour de Discipline Budgétaire (CDB)	**0**	**0**	**0**		**0**	**0**
450/44	CESRAP	**29 291 052**	**25 000 000**	**4 291 052**		**80 608 519**	**76 317 467**
450/45	Institut Supérieur des Arts et Métiers de Biltine (ISCAM/B)	**88 934 294**	**76 180 000**	**12 754 294**		**(13 941 430)**	**(26 695 724)**
450/46	Conseil Economique Social et Culturel (CESC)	**88 456 596**	**102 593 855**		**14 137 259**	**514 010 740**	**528 147 999**
450/48	Comm Nation d'Acc et Réinsert des Réfug	**0**	**0**	**0**		**118 000 000**	**118 000 000**
450/49	Institut Universitaire de Pétrole de Mao (IUP)	**131 523 703**	**30 000 000**	**101 523 703**		**133 549 782**	**32 026 079**
450/50	Office National des Examens et Concours du Supérieur (ONECS)	**8 050 000**	**238 612 128**		**230 562 128**	**(200 000 000)**	**30 562 128**
450/51	Centre National des Œuvres Universitaires (CNOU)	**847 545 937**	**338 020 814**	**509 525 123**		**123 379 069**	**(386 146 054)**
450/53	Institut du Sahara et du Sahel d'Iriba (ISSI)	**93 634 069**	**60 000 000**	**33 634 069**		**62 078 667**	**28 444 597**
450/54	Université de Doba	**103 441 830**	**46 100 000**	**57 341 830**		**33 083 530**	**(24 258 300)**
450/55	Institut Polytechnique d'Elevage de Moussoro (IPEM)	**91 057 030**	**60 560 000**	**30 497 030**		**45 978 223**	**15 481 193**
450/58	ARSAT		**20 917 277 086**		**20 917 277 086**	**0**	**20 917 277 086**
450/59	ATPE	**0**	**0**		**0**	**390 520 000**	**390 520 000**
450/6	Observatoire Foncier au Tchad (OFT)	**40 946 319**	**51 846 620**		**10 900 301**	**8 321 772**	**19 222 073**
450/7	Economie et Commerce	**0**	**1 212 952**		**1 212 952**	**62 050 767**	**63 263 719**
450/8	Ecole Normale Supérieure de l'Enseignement de NDJ	**138 682 857**	**120 000 000**	**18 682 857**		**485 803 341**	**467 120 484**
TOTAL		**30 876 489 734**	**50 697 178 374**	**6 732 321 344**	**26 553 009 984**	**47 412 769 833**	**67 233 458 472**

SOURCE : Balance générale du Trésor 2018

L'examen du tableau révèle que le montant total des recettes et subventions des comptes des déposants est de **50 697 178 374** FCFA tandis que les dépenses se chiffrent à **30 876 489 734 FCFA** dégageant ainsi, au titre de l'exercice 2018, un solde créditeur net de **19 820 688 640** (**50 697 178 374 - 30 876 489 734)** FCFA.

En prenant en compte les reports à nouveau créditeurs de l'exercice précédent (balance d'entrée) qui se chiffrent à **47 412 769 833 FCFA**, la situation devient créditrice de **67 233 458 472** (**19 820 688 640**+**47 412 769 833)** FCFA au 31 décembre 2018.

Observation n°7:

La Chambre des Comptes constate que les déposants 450/56 « Université de Pala » et 450/57 « Centre de Contrôle de Qualité des Denrées Alimentaires (CECOQDA) » figurant dans la balance consolidée ne sont pas repris dans la balance générale du compte de gestion alors qu'ils ont effectué des opérations au cours de l'exercice.

La Chambre des Comptes demande au Ministre des Finances et du Budget de clarifier cette situation.

***Réponse du MFBCP** : Ces comptes 450/56 et 450/57 existent bel et bien dans la balance générale à la page 16.*

***Constat n°7 :** La Chambre des Comptes prend acte de la réponse donnée par le Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics*.

Observation n°8 :

La Chambre des Comptes réitère son observation concernant le solde de la fiscalisation des marchés publics. En effet, comme les années précédentes, le solde de ce compte figure encore en 2018 dans la balance générale alors qu'il doit être soldé en fin d'exercice.

Elle demande au Ministre des Finances et du Budget d'expliquer cette situation.

***Réponse du MFBCP** : Ce solde positif fait partie des comptes dormants dans les balances antérieures élaborées manuellement et qu'avec la reforme, il sera apuré.*

***Constat n°8 :** La Chambre des Comptes prend acte de la réponse donnée par le Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics.*

5.1.2. Comptes des communes

Le principe du fonctionnement des comptes des communes logés au Trésor Public est le même que celui des comptes des déposants ; ils sont crédités des dépôts des fonds effectués au Trésor et débités des retraits effectués au cours de l'exercice.

En 2018, les comptes des collectivités locales de N'Djamena et ceux des provinces tenus dans les livres du Trésor se présentent comme suit :

Tableau n° 30 : Situation des comptes des communes de N'Djamena et des provinces

N° Comptes	INTITULE	DEBITS	CREDITS	SOLDE		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteur	Créditeur		
4310	Communes des provinces	4 354 923 238	4 685 583 270		330 660 032	875 689 021	1 206 349 053
4312	Mairie de N'Djamena	531 193 838	512 300 223	18 893 615		0	(18 893 615)
4312/0	Communes de N'Djamena	2 131 417 967	2 179 612 417		48 194 450	178 030 161	226 224 611
4312/1	1er Arrondissement	85 368 805	92 852 913		7 484 108	0	7 484 108
4312/10	10ème Arrondissement	111 734 312	92 562 488	19 171 824		174 700 089	155 528 265
4312/2	2ème Arrondissement	125 396 815	89 791 700	35 605 115		254 265 559	218 660 444
4312/3	3ème Arrondissement	79 838 271	86 298 035		6 459 764	43 159 276	49 619 040
4312/4	4ème Arrondissement	56 701 357	92 365 290		35 663 933	0	35 663 933
4312/5	5ème Arrondissement	155 238 931	142 516 292	12 722 639		97 788 394	85 065 755
4312/6	6ème Arrondissement	63 742 914	87 509 629		23 766 715	28 957 352	52 724 067
4312/7	7ème Arrondissement	84 681 285	119 697 523		35 016 238	96 355 695	131 371 933
4312/8	8ème Arrondissement	25 193 954	112 682 880		87 488 926	114 750 113	202 239 039
4312/9	9ème Arrondissement	124 785 239	92 925 019	31 860 220		330 314 280	298 454 060
	TOTAL	**7 930 216 926**	**8 386 697 679**	**118 253 413**	**574 734 166**	**2 194 009 940**	**2 650 490 693**

Source : Balance Générale du TPG 2018

Au titre de l'exercice 2018 les opérations enregistrées au niveau des communes des provinces et de celles de N'Djamena font apparaitre des recettes de 8 386 697 679 FCFA et des dépenses arrêtées à 7 930 216 926 FCFA d'où un solde créditeur net de 456 480 753 FCFA au 31 Décembre 2018 (8 386 697 679 - 7 930 216 926) FCFA.

En prenant en compte une balance d'entrée créditrice 2 194 009 940 FCFA la situation des comptes des communs est créditeur de 2 650 490 693 FCFA (2 194 009 940 + 456 480 753) FCFA à fin décembre 2018.

Tableau N° 31 : Situation des comptes des divers dépôts et consignations

N°Comptes	Intitulés	Débits	Crédits	Soldes		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteurs	Créditeurs		
4500	Bénéficiaires Chèques sur le Trésor	10 480 752 849	10 362 350 171	118 402 678		(1 937 399 449)	(2 055 802 127)
4510	Consignations Judiciaires et Administratives	2 985 483	4 877 350		1 891 867	25 455 260	27 347 127
4512	Dépôts greffier de justice	12 401 225	408 107 801		395 706 576	198 389 534	594 096 110
4513	Successions vacantes et déshérences	0	0		0	9 407 500	9 407 500
4514	Fonds consignés divers particuliers	0	0		0	357 284 930	357 284 930
4519/0	Cautionnement candidats aux élections présidentielles	1 609 436	0	1 609 436		130 000 000	128 390 564

4515	Cautionnement des comptables publics	0	24 585 000		24 585 000	114 202 754	138 787 754
4519/3	Comité national de transition pour le passage de l'audiovisuel	126 740 474	62 500 000	64 240 474		175 676 517	111 436 043
4520	FIR	3 612 735	34 205 845		30 593 110	2 635 422 517	2 666 015 627
4521	Chambre de Commerce	72 622 918	260 190 541		187 567 623	1 147 916 404	1 335 484 027
4522	CNPS	0	1 694 582 277		1 694 582 277	3 640 751 455	5 335 333 732
4523	CNRT	16 855 919 111	12 044 081 698	4 811 837 413		17 027 905 175	12 216 067 762
4524	FER	67 627	0	67 627		9 274 817 470	9 274 749 843
4527	Taxe Communautaire d'Intégration CEMAC (TCI)	1 800 064 032	444 890 190	1 355 173 842		485 518 201	(869 655 641)
4528	Contribution Communautaire d'Intégration	0	180 325 072		180 325 072	213 279 587	393 604 659
4529	ARCEP	396 334 734	1 497 326 752		1 100 992 018	8 094 670 905	9 195 662 923
4530	Fonds Spécial en faveur de l'Environnement (FSE)	435 904 765	731 336 305		295 431 540	558 024 842	853 456 382
	TOTAL	**30 189 015 389**	**27 749 359 002**	**6 351 331 470**	**3 911 675 083**	**42 151 323 602**	**39 711 667 215**

Source : Balance Générale des comptes du Trésor 2018

5.2. Divers dépôts et consignations

Le principe du fonctionnement des comptes des divers dépôts et consignations logés au Trésor Public est le même que celui des comptes des déposants. Ils sont crédités des dépôts des fonds effectués au Trésor et débités des retraits effectués au cours de l'exercice. Le tableau ci-dessous présente la situation des comptes des divers dépôts et consignations au 31 décembre 2018.

On note que le montant total des ressources des divers dépôts et consignations s'élève à **27 749 359 002** FCFA tandis que les retraits se chiffrent **30 189 015 389** FCFA. Il se dégage un solde débiteur net de **2 439 656 387**(**30 189 015 389 - 27 749 359 002**) FCFA pour l'exercice 2018.

En prenant en compte les reports à nouveau créditeurs de l'exercice précédent (balance d'entrée) qui se chiffrent à **42 151 323 602** FCFA, la situation devient créditrice de **39 711 667 215** (42 151 323 602 – 2 439 656 387) FCFA au 31 décembre 2018.

5.3. **Comptes de trésorerie**

Les comptes de trésorerie comprennent les opérations bancaires et les opérations de numéraires proprement dites.

Les comptes de trésorerie retracent des opérations effectuées par le Trésor à partir de ses comptes ouverts dans les livres de la Banque Centrale, des banques commerciales et du Centre des Chèques postaux.

Au Trésor public, les comptes de trésorerie sont débités des encaissements et crédités des décaissements, à l'opposé des comptes des déposants et divers dépôts et consignations.

Les tableaux ci-dessous retracent les opérations de trésorerie par comptes bancaires d'une part et par comptes en numéraires d'autre part.

Tableau n° 32 : Situation des comptes bancaires (en FCFA)

N°CPTE	INTITULE	DEBITS	CREDITS	SOLDES		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteur	Créditeur		
5002	Prêts divers	10 200 000 000	33 920 266 000		23 720 266 000	145 300 072 665	169 020 338 665
5120	Emprunt à Court terme	232 245 187 919	202 134 323 668	30 110 864 251		78 755 812 265	48 644 948 014
5322	Rejets techniques virements non effectués	0	216 263 286		216 263 286	142 205 578	358 468 864
5402	Traites à l'encaissement	0	0	0	0	6 000 000	6 000 000
5500	Chèques bancaires à l'encaissement	19 531 245 623	33 647 005 830		14 115 760 207	(16 953 387 822)	(2 837 627 615)
5510	Chèques bancaires impayés	0	1 841 849 993		1 841 849 993	(3 057 026 458)	(1 215 176 465)
5600	Compte courant du Trésorier Payeur à la BEAC	1 227 442 233 365	1 233 241 233 365		5 799 000 000	(9 589 000 000)	(3 790 000 000)
56001	Revenus pétroliers : Compte de répartition	3 444 873 376	0	3 444 873 376		2 991 894 532	(452 978 844)
56003	Revenus pétroliers : Compte de stabilisation	541 484 912	0	541 484 912		0	(541 484 912)
56004	Revenus pétroliers : compte de la région productrice	12 104 179	0	12 104 179		(115 895 821)	(128 000 000)
56005	Revenus pétroliers : cptes de stabilisation intérêts échus	0	0	0			

N°CPTE	INTITULE	DEBITS	CREDITS	SOLDES		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteur	Créditeur		
						(1 000 000)	(1 000 000)
56006	Revenus pétroliers : cptes de la Région productrice, intérêts	0	0	0		(7409 459)	(7409 459)
56008	Programme d'appui réforme matière de gouvernance	0	0	0		(606 382)	(606 382)
5601	Quatrième crédit ajustement structurel CAS IV	71 469 091	71 470 091		1 000	(1 000)	0
56011	Compte Spécial Dépenses Secteurs Prioritaires	14 297 103 403	12 753 396 396	1 543 707 007		(103 292 993)	(1 647 000 000)
56014	Compte de Répartition : Revenus Pétroliers directs	45 243 317 470	45 243 317 470	0		0	0
56015	Compte de Répartition : Revenus Pétroliers indirects	68 561 348 294	68 561 348 294	0		0	0
5602	Découvert à la BEAC sous plafond	1 003 709 212	1 003 709 212	0		0	0
5602/1	Avances exceptionnelles	0	0	0		0	0
5602/2	Consolidation des créances sur le Tchad	0	0		0	479 178 305 418	479 178 305 418
5603	Découvert à la BEAC hors plafond	0	0		0	432 192 118	432 192 118
5605	Compte Séquestre ECOBANK	1 073 528 968	709 383 537	364 145 431		0	(364 145 431)
5605/1	Crédits consolidés à l'économie	0	0	0		0	0
5605/11	Impayés des intérêts/créances consolidées	0	0		0	0	0
5607	Subventions françaises	0	0	0		0	0
5608	Cpte Initiative PPTE à la BEAC	0	0	0		(563 669 782)	(563 669 782)
5609	Dépôts Spéciaux du Tchad à la BEAC	282 000 000	0	282 000 000		(1 162 519 540)	(1 444 519 540)
5610	Compte Courant de la dette extérieure à la BEAC	50 098 297 838	47 119 830 747	2 978 467 091		(1 973 532 909)	(4 952 000 000)

N°CPTE	INTITULE	DEBITS	CREDITS	SOLDES		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteur	Créditeur		
5610/1	Dépôts spéciaux du Tchad à la BEAC services centraux	837 000 000	0	837 000 000		(26 873 347)	(863 873 347)
5611	Compte bancaire des ACPDC à l'étranger	448 532 527	449 698 627		1 166 100	(1 166 100)	0
5613	Compte Séquestre Emprunt Obligataire	0	0	0		(47 222 542)	(47 222 542)
5613/1	Compte Salaires	222 955 985 548	235 911 883 939		12 955 898 391	(64 388 898 391)	(51 433 000 000)
5613/2	Compte Taxes Dédiées FNDS	455 518 826	1 813 589 631		1 358 070 805	(2 993 070 805)	(1 635 000 000)
5613/4	Aide budgétaire Union Européenne	29 055 801 611	10 000 000 000	19 055 801 611		(459 198 389)	(19 515 000 000)
5613/5	Aide budgétaire BANQUE MONDIALE	24 892 395 173	0	24 892 395 173		(910 604 827)	(25 803 000 000)
5613/6	Aide budgétaire BAD	43 468 000 000	31 500 000 000	11 968 000 000		0	(11 968 000 000)
5613/7	Rachat créances ordinaires CBT	0	0	0		(5 366 842 612)	(5 366 842 612)
5614/9	Taxes Union Africaine (TUA)	291 000 000	0	291 000 000		0	(291 000 000)
5615	Cpte Spécial Sécurité Extérieur et Intérieur	165 365 840	0	165 365 840		0	(165 365 840)
5616	Compte de Sécurité	39 219 752 074	7 325 752 074	31 894 000 000		0	(31 894 000 000)
5617	Compte courant du Trésorier Payeur Général à la BCC	0	0		0	0	0
5617/2	PM	6 351 262	0	6 351 262		0	(6 351 262)
5620	Cpte Chèque Postal du TPG	0	0	0		(166 686 582)	(166 686 582)
5623	Cpte banque dans les Trésoreries Départementales	329 326 796	329 326 796	0		0	0
5621	Cpte banque dans les Trésoreries Régionales Supérieures	115 609 549	115 609 549	0		0	0

N°CPTE	INTITULE	DEBITS	CREDITS	SOLDES		Reports débiteurs (-) ou créditeurs (+)	Solde final
				Débiteur	Créditeur		
5622	Cpte banque dans les Trésoreries Régionales	6 573 694 241	6 573 694 241	0		0	0
	TOTAL	2 042 862 237 097	1 974 482 952 746	128 387 560 133	60 008 275 782	598 918 576 815	530 539 292 464

Source : Balance Générale 2018

Il ressort du tableau des opérations bancaires que le montant total des ressources détenues dans les banques est de **2 042 862 237 097 FCFA tandis** que les sorties des fonds se chiffrent à **1 974 482 952 746 FCFA ;** ceci laisse apparaître un solde net bancaire débiteur **de 68 379 284 351 FCFA (2 042 862 237 097 - 1 974 482 952 746) FCFA au** 31 décembre 2018**.**

En prenant en compte les reports à nouveau créditeurs de l'exercice précédent (balance d'entrée) qui se chiffrent à **598 918 576 815** FCFA, la situation globale à fin décembre 2018 est créditrice de **530 539 292 464** (**598 918 576 815 - 68 379 284 351**) FCFA.

Tableau n° 33 : Situation des comptes en numéraires (en FCFA)

N°CPTE	**INTITULE**	**DEBITS**	**CREDITS**	**SOLDES**		**Reports débiteurs (+) ou créditeurs (-)**	**Solde final**
				Débiteur	**Créditeur**		
5700	Numéraire du Trésorier Payeur Général	**12 297 326 685**	**13 015 406 526**		**718 079 841**	**(14 764 700 443)**	**(14 046 620 602)**
5701	Numéraire des ACDPC	651 184 025	609 990 744	41 193 281		(2 274 554 176)	(2 315 747 457)
5702	Disponibilités des Trésoreries régionales	33 675 741 907	28 228 919 293	5 446 822 614		(38 807 331 008)	(44 254 153 622)
5703	Disponibilités des Trésoreries départementales	18 409 524 454	15 808 133 123	2 601 391 331		(4 645 415 574)	(7 246 806 905)
5704	Disponibilités des Receveurs-percepteurs	1 246 680 869	1 201 412 749	45 268 120		(1 390 986 621)	(1 436 254 741)
5705	Envoi de fonds	16 244 296 729	13 220 387 868	3 023 908 861		(888 903 448)	(3 912 812 309)
5706	Disponibilités de la Direction des Grandes Entreprises	383 632 215 302	393 595 246 339		9 963 031 037	(9 963 031 037)	0
5707	Disponibilités en monnaie étrangère	0	0	0	0	(51 947 053)	(51 947 053)

N°CPTE	INTITULE	DEBITS	CREDITS	SOLDES		Reports débiteurs (+) ou créditeurs (-)	Solde final
				Débiteur	Créditeur		
	TOTAL	466 156 969 971	465 679 496 642	11 158 584 207	10 681 110 878	(72 786 869 360)	(73 264 342 689)

Source : Balance consolidée du Trésor 2018

Il ressort du tableau ci-dessus que les comptes en numéraire affichent un solde débiteur de **477 473 329FCFA à fin 2018.**

En prenant en compte la balance d'entrée débitrice de l'exercice qui se chiffre à **72 786 869 360** FCFA, la situation globale à fin décembre 2018 est débitrice de **73 264 342 689** FCFA.

Comme dans ses précédents rapports sur l'exécution des lois de finances, la chambre des comptes réitère son observation sur le compte «5705-Envoi de fonds». En effet, ce compte continue d'afficher un solde de sortie débiteur alors qu'il doit être soldé en fin d'exercice.

CHAPITRES VI : LA GESTION DES AUTORISATIONS BUDGETAIRES

L'examen de la gestion des autorisations budgétaires permet de s'assurer que l'autorisation donnée par l'Assemblée Nationale a été respectée par le Gouvernement au cours de l'exécution de la loi de finances.

A cet égard, la Chambre des Comptes a formulé trois ordres d'observations relatives aux actes modificatifs réglementaires, aux dépassements de crédits et aux crédits non consommés.

6.1 Sur les actes réglementaires de modification des crédits

La Chambre des Comptes constate que le décret N° 1720/PR/MFB/2018 du 05/11/2018 portant virement/transfert de crédits présente plusieurs insuffisances :

- Le décret vise la loi organique n° 11-62 du 11 mai 1962 relative aux lois de finances alors que la loi organique n° 04/PR/2014 du 18 février 2014 relative aux lois de finances dispose qu'elle est d'application immédiate à l'exception des matières limitativement énumérées à l'article 93, la modification réglementaire du budget ne faisant pas partie desdites matières ;
- Les montants figurant à ce décret sont parfois incohérents. La deuxième ligne du tableau en est une illustration. En effet, sur des crédits disponibles d'un montant de 1 216 155 400 FCFA, le solde est de 600 000 000 FCFA après un virement de 1 000 000 000 FCFA. La même observation peut être faite sur les 3ème,4ème, 7ème et 9ème ligne. Par ailleurs, les montants des crédits ouverts indiqués dans le décret ne sont pas conformes à ceux figurant à la loi de finances de l'année comme indiqué au tableau qui suit.

Lignes	**LFI**	**Décret n° 1720/PR/MFB/2018**	**Ecarts**
06-651-01	6 726 323 000	11 691 165 500	4 964 842 500
08-651-01	25 000 000 000	30 000 000 000	5 000 000 000
08-651-01	1 000 000 000	21 000 000 000	20 000 000 000
Total	32 726 323 000	62 691 165 500	29 964 842 500

- La section 19, Ministère de l'Elevage, bénéficie d'un transfert de 10 000 000 000 FCFA sur un budget de 25 455 650 000 FCFA, soit une modification de 39,28% alors que, à titre indicatif, la loi organique limite les virements de crédits à 2%.

6.2 Sur les dépassements de crédits et les crédits non consommés

La Chambre des Comptes a constaté que les crédits alloués à certaines sections ont été exécutés en dépassement. C'est le cas de l'Assemblée Nationale (106,2%), de la Cour Suprême (115,7%) du Ministère de l'Elevage (108,9%), du Conseil Economique et Social (107,4%), des Dépenses Communes (110,9%).

Observation n°9 :
Cette situation contrevient aux dispositions de l'article 26 de la loi organique n°004/PR/2014 relative aux lois de finances. En effet, ces dispositions proscrivent l'imputation de dépenses au-delà du montant des crédits ouverts, sauf lorsqu'il s'agit de crédits relatifs à la dette publique, comme le prévoit l'article 27 de ladite loi organique.
A cet égard, la gestion de la dette publique ne relève pas des ministères et institutions ci-dessus cités.

La Chambre demande au Ministre des Finances et du Budget de justifier l'exécution des dépenses de l'Assemblée Nationale, de la Cour Suprême, du Ministère de l'Elevage, du Conseil Economique et Social et des Dépenses Communes en dépassement des crédits ouverts pour ces sections.

Au total, le montant des crédits dépassés s'établit à 13 474 237 691 FCFA. Celui des crédits non consommés s'élève à 533 585 447 513 FCFA.

Réponse du MFBCP :

Voir la Cour des Comptes pour clarification.

Constat n°9 : La Chambre de Comptes maintient son observation.

Réponse n°2 du MFBCP :

- ***Pour les dépassements qui concernent la Cour Suprême, l'Assemblée Nationale et le Conseil Economique et Social, ce sont des dépenses liées aux salaires (dépenses incompressibles) ;***
- ***En ce qui concerne l'élevage, ce sont des dépenses liées à l'investissement et contreparties aux projets élevage.***

Recommandation n°3

La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation et demande au ministre de se conformer aux dispositions précitées de la loi.

6.3 Sur l'ajustement des crédits

Observation n° 10:

La Chambre des Comptes constate que l'article 4 du Projet de loi portant règlement définitif du budget de l'Etat pour la gestion 2018 propose une annulation des crédits non consommés pour un montant de 520 381 309 822 FCFA. En revanche, il n'y a aucune proposition d'ouverture de crédits complémentaires.

La Chambre rappelle que la loi de règlement est une loi de constatation et d'ajustement. Cela signifie qu'elle doit annuler les crédits non consommés et ouvrir des crédits pour la couverture des dépassements.

A cet égard, le montant proposé en annulation à l'article 4 est une contraction des dépassements de crédits et des crédits non consommés.

La Chambre demande que les annulations de crédits et les ouvertures de crédits fassent l'objet de dispositions séparées.

Réponse du MFBCP

L'Article 5du projet prévoit la prise en compte des DAO, comme ouverture des crédits complémentaires.

Constat n°10 : La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre des Comptes maintient son observation.

Réponse n°2 du MFBCP

Le MFBCP prend acte de la suggestion de la Chambre des Comptes tout en séparant les actes des crédits d'annulation à ceux des ouvertures des crédits.

La Chambre des Comptes prend acte de la réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics mais elle maintient l'observation jusqu'à l'élaboration du projet de loi de règlement.

Sur les dépenses avant et sans ordonnancement

Le projet de loi de règlement en son article 5 a intégré les dépenses dites avant ordonnancement d'un montant de cinquante-cinq milliards trois cent quatre-vingt-cinq millions (55 385 000 000) FCFA aux dépenses du budget général de l'Etat. Ces dépenses se rapportent au titre II, fonctionnement civil.

Ces dépenses s'apparentent à des dépenses non budgétisées qui ne peuvent être régularisées par une loi de règlement. Il serait plus approprié de les faire régulariser par une loi de finances rectificative.

Observation n° 11

Les dépenses effectuées au titre II (fonctionnement civil), pour un total de cinquante-cinq milliards trois cent quatre-vingt-cinq millions (55 385 000 000) FCFA ne sont pas budgétisées et ne sauraient être régularisées par la loi de règlement.

La Chambre des Comptes demande au Ministre des finances et du budget de fournir des explications sur les manquements constatés.

Réponse du MFBCP :

Cette question se rapporte à l'observation 10

Constat n°11 : La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation.

Réponse n°2 du MFBCP :

Ce sont des dépenses liées aux contraintes du gouvernement : dépenses d'urgence

La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre de Comptes maintient son observation.

DECLARATION GENERALE DE CONFORMITE GESTION 2018

MAI 2023

FONDEMENTS JURIDIQUES ET CONDITIONS GENERALES DE LA DECLARATION DE CONFORMITE

1-1 Fondements juridiques

La déclaration générale de conformité est établie en application des textes qui suivent :

- La Charte de Transition qui dispose, en son article 102 : « sauf abrogation expresse, les dispositions de la Constitution, les institutions ainsi que toute la législation et la réglementation en vigueur non contraire à la présente Charte demeurent entièrement applicables » ;

- La Constitution du 04 mai 2018 révisée qui dispose en son article 146, alinéas 8 et suivants, que la Cour des Comptes assiste le Gouvernement et le parlement dans le contrôle et l'exécution des lois de finances ;

- La LOLF en son article 57 Points 9 dispose « Un rapport de la Cour des Comptes sur l'exécution de la loi de finances accompagné d'une certification (en l'état actuel, la déclaration générale de conformité) de la régularité, la sincérité et la fidélité des comptes de l'Etat » ;

- L'Article 48, alinéa 2, de l'Ordonnance N°015/PR/2018 du 31 mai 2018, portant attributions, organisation, fonctionnement, et règles de procédure devant la Cour Suprême, dispose que la Section contrôle de la Chambre des Comptes contrôle l'exécution des lois des finances (….) ;

- Le décret N° 817/PR/PM/MFP/2015 du 1er avril 2015 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique qui dispose, en son article 29, alinéa 2, que *les comptes de l'Etat et les comptes de gestion des comptables sont produits à la Cour des Comptes au plus tard le 30 juin de l'exercice suivant celui au titre duquel ils sont établis.*

La Chambre des Comptes note cependant que la déclaration générale de conformité est un rapprochement des écritures comptables du Trésorier Payeur Général et celles de l'Ordonnateur Principal du Budget Général de l'Etat. Elle ne doit par conséquent pas être confondue à la certification des comptes de l'Etat et ne saurait constituer un quitus à la gestion du Trésorier Payeur Général.

1-2 Conditions requises pour la déclaration générale de conformité

La déclaration générale de conformité est soumise à des conditions de forme et de fond :

1-2-1 Sur la forme

La condition à remplir est de produire à la Chambre des Comptes, dans les formes et les délais prescrits par les lois et règlements, la Comptabilité du

Ministre chargé des Finances, ordonnateur principal du budget, et le compte de gestion du TPG.

1-2-2 Sur le fond

La condition requise est la concordance entre les montants inscrits dans la comptabilité de l'ordonnateur et le compte du TPG.

I- OBSERVATIONS SUR LES COMPTES DE 2018

2-1 Observations sur la forme

La Chambre des Comptes constate que le Ministère des Finances et du Budget dépose les documents relatifs à l'exécution du Budget de l'Etat avec un retard de plusieurs années. Ainsi, les documents de l'exercice 2018 sont déposés le 22 mars 2022 alors que la LOLF prescrit un dépôt dans le meilleur délai et au plus tard le 30 juin de l'exercice suivant l'exécution du budget comme le précise le RGCP.

Elle attire l'attention du Ministre des Finances et du Budget sur la nécessité de prendre des mesures pour le respect du délai règlementaire de dépôt des documents relatifs à l'exécution du budget.

Réponse du MFBCP : Les documents de l'exercice 2018 ont été apprêtés depuis 2019, mais puisque ceux ce 2017 nous ont été retournés, nous avons attendu que l'équivoque sur l'acceptation soit levée pour que les quatre comptes 2017, 2018, 2019 et 2020 soient déposés.

Constat : La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre des Comptes maintient son observation.

Réponse n°2 du MFBCP : On prend acte pour le respect du calendrier de dépôt. Avec le nouveau système d'information, le dépôt dans le délai serait possible.

La Chambre des Comptes prend acte de la réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, en attendant la concrétisation de cet engagement.

2-2 Observations sur le fond

Pour l'élaboration de la déclaration générale de conformité, les rapprochements à faire sont les suivants :

- **Le rapprochement entre la balance générale de sortie des comptes de l'année 2017 et la balance générale d'entrée des comptes de l'année 2018 ;**
- **Le rapprochement entre la balance générale des comptes du TPG et le Compte administratif de l'ordonnateur.**

2.2.1. Rapprochement entre la balance générale de sortie à la clôture de la gestion 2017et la balance générale d'entrée de la gestion 2018 du TPG.

Tableau n°1 : Rapprochement entre la balance générale de sortie 2017 et balance générale d'entrée 2018

Classe	Balance de Sortie 2017		Balance d'Entrée 2018		Différence	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1	-	291 359 697 570		250 958 401 691		40 401 295 879
2	-	-	-	-		
3	705 826 566 585	236 246 727 997	705 826 566 585	236 246 727 997	-	-
4	847 491 598 103	540 099 442 901	847 491 598 103	540 099 442 901	-	-
5	180 792 890 477	706 806 482 576	180 792 890 477	706 806 482 576	-	-
6	0	0	0	0	-	-
7	0	0	0	0	-	-
8	684 557 397 639	0	0	0	684 557 397 639	-
9	0	0	684 557 397 439	817 531 707 714	-	-
	2 418 668 452 604	**1 774 512 351 044**	**2 418 668 452 604**	**2 551 642 762 879**	**684 557 397 639**	**40 401 295 879**

La Chambre constate des anomalies dans la reprise des soldes de sortie 2017 en balance d'entrée 2018 :

- Une différence de 40 401 295 879 FCFA dans le report, en 2018, du solde créditeur des comptes de la classe 1 en fin 2017 ;

<u>Réponse du MFBCP</u> : La différence de 40 401 295 879 FCFA n'a pas été reportée correctement en classe 1 dans la balance 2018 éditée le 29/09/2020 alors que la balance générale est équilibrée, cela suppose que ce montant figure dans la masse des montants de la classe 4 par erreur de la manipulation.

<u>Constat</u> : La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre des Comptes maintient son observation.

<u>Réponse n°2 du MFBCP</u> : Il faut noter qu'au départ la classe 1 n'est pas servi dans la balance. C'est sur exigence des bailleurs qu'elle a commencé à être servi ; ainsi, le montant de 40 401 295 879 FCFA a été repris dans la masse (balance 2018).

La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas complète car la balance de 2018 n'est pas jointe. La Chambre des Comptes maintient son observation.

- Un résultat constaté en classe 8 pour les charges de l'Etat sans aucun résultat pour les produits ;

<u>Réponse du MFBCP</u> : Dans la balance définitive 2018 éditée le 29/09/2020, la réflexion a été réalisée correctement par la classe 9 est reportée par la suite en classe 3 au compte de résultat.

<u>Constat</u> : La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre des Comptes maintient son observation.

<u>Réponse n°2 du MFBCP</u> : Dans la balance définitive 2018 éditée le 29/09/2020, la réflexion a été réalisée correctement par la classe 9 et reportée par la suite en classe 3 au compte de résultat reporté.

La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante étant donné que la balance n'est pas équilibrée conformément au principe de l'intangibilité du bilan. La Chambre des Comptes maintient son observation.

- Une balance non équilibrée aussi bien à la sortie 2017 qu'à l'ouverture 2018.

<u>Réponse du MFBCP</u> : Idem.

<u>Constat</u> : La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre des Comptes maintient son observation.

<u>Réponse n°2 du MFBCP</u> : Les balances examinées par la Chambre des Comptes étaient provisoires. Confère balance définitive en annexe N°1 pour plus de sincérité.

La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante étant donné que la balance définitive n'est pas fournie pour permettre une vérification. La Chambre des Comptes maintient son observation.

En application du principe de l'intangibilité du bilan énoncé à l'article 18 du décret N° 321 /PR/PM/MFB/2016 du 26 avril 2016, portant plan comptable de l'Etat : « le bilan détaillé d'ouverture d'un exercice doit correspondre exactement au bilan détaillé de clôture de l'exercice précédent ».
Les anomalies ci-dessus doivent être expliquées par le TPG.

2-2-2 Rapprochement entre le compte de l'ordonnateur et le compte du TPG
2-2-2-1 Comparaison des Recettes

Les recettes figurant au compte administratif et au compte de gestion du TPG se présentent comme au tableau N°2 qui suit :

Tableau n°2 : Recettes figurant au compte administratif et au compte de gestion

Titre	Libelle	Compte ordonnateur (1)	Compte TPG (2)	Recouvrements 2018 (3)	Reste à recouvrer 2018 (4)	Différence (1)-[(3)+ (4)]
I	Recettes fiscales	496 748 943 983	496 748 943 983	478 631 000 000	128 109 000 000	- 109 991 056 017
II	Recettes non fiscales	187 569 715 089	187 569 715 089	187 570 000 000	-	- 284 911
III	Recettes en capital	-	-	-		-
IV	Aides dons et subventions en capital	78 471 456 175	78 471 456 175	78 471 000 000		456 175
V	Les emprunts	54 741 592 467	54 741 592 467	54 742 000 000		- 407 533
	TOTAL	**817 531 707 714**	**817 531 707 714**	**799 414 000 000**	**128 109 000 000**	**- 109 991 292 286**

Source : Comptes Administratif et de Gestion

La Chambre des Comptes constate que:

i. Il y a une concordance parfaite concernant le montant des émissions et des recouvrements des recettes soit 817 531 707 714 FCFA ;

ii. Il existe un écart de 109 991 292 286 FCFA si les recouvrements et les restes à recouvrer déclarés par le TPG sont rapportés au montant figurant au premier tiret ;

iii. La somme des recouvrements et des restes à recouvrer s'élèvent à 909 405 292 286 FCFA, montant qui dépasse celui de l'ordonnancement figurant dans les documents de l'ordonnateur et du comptable.

Il résulte de ces constats des incohérences de chiffres qui doivent être expliquées et justifiées par le Ministère des Finance et du Budget.

Réponse du MFBCP :

i. Parce que l'ordonnateur utilise les données de recouvrement des recettes transmises par le Trésor, la réalisation effective qui est considérée.

La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre des Comptes maintient son observation.

Réponses n°2 du MFBCP :

i. Les dispositions sont prises à partir de 2021 pour que désormais l'ordonnateur ait l'ensemble des émissions des

titres via une plateforme informatisée entre toutes les régies de recettes et des données de l'ordonnateur ;

ii. Dans le tableau intitulé développement de la situation des PEC, des émissions de recouvrement de restes à payer du compte de gestion du TPG (Voir la page 3)

iii. celui-ci a pris en charge les émissions établies par les régies pour déterminer les restes à payer. C'est ainsi que, il ressort que les émissions prises en charge de l'exercice courant sont de 606 740 000 000 FCFA alors que les recouvrements sont de 478 631 000 000 FCFA d'où les restes à recouvrer de l'exercice s'élèvent à 128 109 000 000 FCFA. .

La Chambre des Comptes n'est pas satisfaite de la réponse et demande au Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics de prendre les dispositions pour corriger ces incohérences de chiffres dans le projet de la loi de règlement de l'exercice 2018.

Toutefois elle prend acte de l'engagement du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, de présenter dans la comptabilité de l'exercice 2021, la situation exhaustive des émissions et des prises en charge.

2-2-2-2 Comparaison des dépenses

Les dépenses figurant au compte administratif et au compte de gestion du TPG se présentent comme au tableau N°3 qui suit :

Tableau n°3 : Dépenses figurant au compte administratif et au compte de gestion

Titre	Libelle	Compte 0rdonnateur (1)	Compte TPG (2)	Paiements 2018 (3)	Reste à payer 2018 (4)	Différence (1)-[(3)+ (4)]
I	Service de la dette	31 989 329 016	31 989 329 016	31 989 000 000	-	329 016
II	Dotation des pouvoir publics	399 975 514 715	399 975 514 715	358 687 000 000	41 288 000 000	514 715
III	Intervention de l'Etat	103 852 419 871	103 852 419 871	48 387 000 000	55 466 000 000	- 580 129
IV	Dotation des amortissements	82 374 453 409	82 374 453 409	81 764 000 000	610 000 000	453 409
V	Equipements investissements	204 460 409 167	204 460 409 167	150 971 000 000	53 489 000 000	409 167
	TOTAL	**822 652 126 178**	**822 652 126 178**	**671 798 000 000**	**150 853 000 000**	**1 126 178**

Source : compte administratif et compte de gestion 2018

La Chambre attire l'attention du TPG sur les conséquences attachées à une présentation des données financières en chiffres arrondis et non pas de façon intégrale. Ces conséquences sont

reflétées dans le tableau ci-dessus qui affiche une différence de 1 126 178 FCFA entre d'un côté les ordonnancements et, de l'autre, les paiements et restes à payer.

<u>Réponse du MFBCP</u> : (2) veut dire que toutes les dépenses ordonnancées au titre de l'exercice en cours ont été prises en charge par le TPG. De ces prises en charge de (2), la colonne (3) a été payée. La colonne (4) est le résultat de (2) moins (3) qui constitue le reste à payer (RAP) 2017 qu'il faut ajouter au RAP des années antérieures.

<u>Constat</u> : La réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics, n'est pas satisfaisante. La Chambre des Comptes maintient son observation.

<u>Réponse n°2 du MFBCP</u> : On prend acte de cette observation car à partir de 2021, les comptes seront présentés en entier.

La Chambre des Comptes prend acte de la réponse du Ministre des Finances, du Budget et des Comptes Publics. Toutefois, elle demande au TPG de produire des chiffres exhaustifs.

En conséquence, la Chambre

DECLARE CE QUI SUIT :

1) **Le solde de la balance générale de sortie des comptes du TPG de l'année 2017 ne concorde pas avec le solde de la balance générale d'entrée des comptes de l'année 2018 ;**

2) **Le Compte administratif des ressources pour la gestion 2018 ne concorde pas avec le compte du TPG des opérations de recettes de l'année 2018;**

3) **Le compte administratif des charges pour la gestion 2018 concorde avec le compte du TPG des opérations de dépenses de l'année 2018.**

4) **A l'article 5 du projet de loi de règlement le MFBCP propose régulariser les DAO d'un montant 55,385 milliards de FCFA. Cette solution est contraire à l'esprit de l'article 56 de la LOLF**

Ont signé le contenu de la présente déclaration générale de conformité :

- Madame **ZARA BRAHIM MAHAMAT ITNO**, Présidente de la Chambre des Comptes, Présidente de séance

- M. **OUSMAN MAMADOU AFFONO**, Président de la Section de Jugement des Comptes

- M. **AMADOU OUMAROU**, Président de la Section de Discipline Budgétaire et Financière

- M. **NDINTAMNAN PANINGAR**, Conseiller Rapporteur

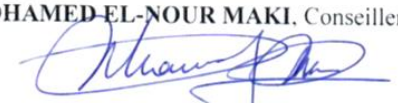
- M. **HAMIT ATIM**, Conseiller

- M. **NNGARKETE DJIDINGAR**, Conseiller

- M. **ALI MAHAMAT ABDOUL**, Conseiller

- M. **HASSAN HAMIT DABOU**, Conseiller

- M. **MOHAMED-EL-NOUR MAKI**, Conseiller



- M. **TATA MAHAMAT ZENE**, Conseiller

- **M. MAHAMAT AHMAT DOGO**, Conseiller

- M. **LAMENE OUYA**, Conseiller

- M. KABADI KARERI EGNE, Conseiller

- Madame **KEMDOLAR MBAIRO**, Conseillère référendaire

- Madame **KOULARAMBAYE NELDENGAR Clémentine**, Conseillère référendaire

- Madame **AMMA ABDERAHIM NDIAYE**, Conseillère référendaire

En présence du Parquet Général :

M. **RATOU ANDO**, 3ème Avocat Général.

Avec l'assistance de :

Maitre **MERSIA HLOKODI Justin**, greffier.

Fait à la Chambre des Comptes à N'Djamena, le 26 juin 2023